ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 760 - 25 décembre 1982 - prix : 6 F

Municipales :

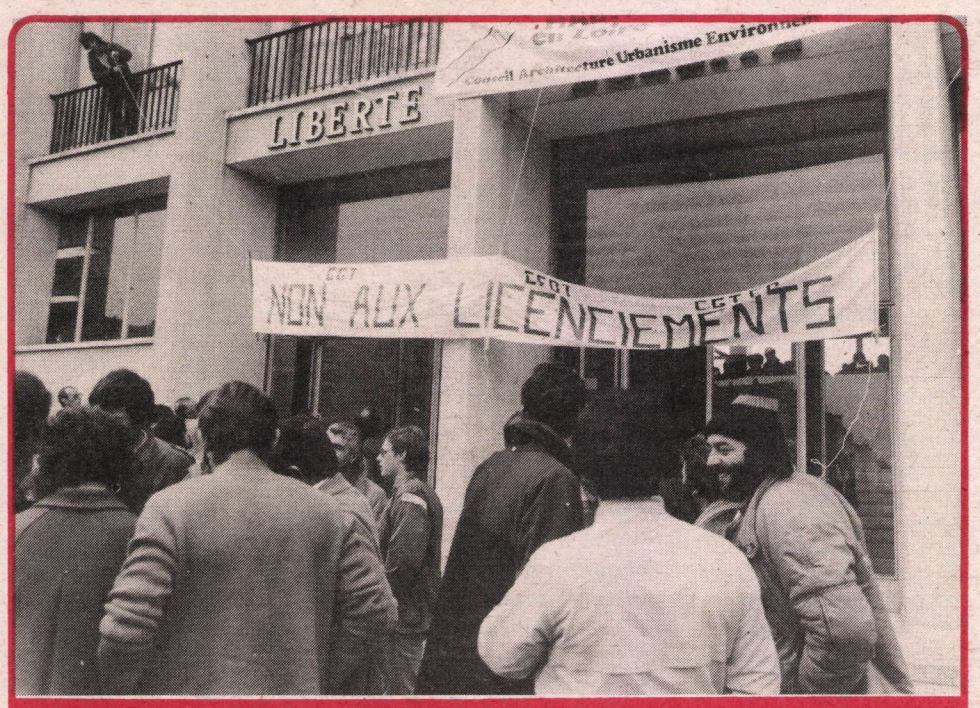
Gauche, droite ! Refusons de marcher !

p. 4

1983, la crise ...

aux bourgeois de trinquer,

pas aux travailleurs.



Saint-Nazaire :
Les quatre de la navale licenciés mais pas battus

p.9

Ah ! Dieu !

que la guerre scolaire est jolie ...

p. 5

M 6189 - 760 - 6 F

sommaire

Dans le monde

Page 11 :
— **Israël : soutien militaire aux dictatures d'Amérique latine.**
— **Les bonnes affaires d'Israël au Liban.**
— **Argentine : manifestation contre la dictature.**
— **Attentat contre une centrale nucléaire sud-africaine.**

Page 12 :
— **Maroc : sanglante répression.**
— **Des millions d'enfants condamnés à mourir.**
— **Pesticides interdits exportés vers le Tiers Monde.**

Page 16 :
— **OPEP : les pays producteurs à la merci des fluctuations du marché.**
— **Chrysler USA : la direction contrainte de reculer.**

En France

Page 5 :
— **Dieu que la guerre scolaire est jolie !**
— **Réductions d'horaires : ça paye... pour les patrons.**
— **Retraite à 60 ans : qui va payer ?**

Page 6 :
— **Dans les entreprises : Peugeot ; SNCF Limoges ; Citroën.**

Page 7 :
— **Prévisions économiques pour 1983 : l'avenir est derrière nous.**

Page 8 :
— **Dans les entreprises : Olida Levallois ; Central téléphonique d'Aubervilliers ; Allibert Grenoble ; Thomson CSF Malakoff.**

Page 9 :
— **Alsthom-Atlantique Saint-Nazaire : les 4 de la Navale licenciés mais pas battus.**

Page 10 :
— **Chausson Creil ; Crédit Lyonnais Paris Siège ; Dassault Saint-Cloud ; Alsthom Belfort.**

Culture

Page 13 :
— **Livres : *Le nom de la rose* d'Umberto Eco ; *Pologne* de B. Guetta et B. Barbey.**

Pages 14 et 15 :
— **Exposition : *Affiches et imageries russes (1914-1921).***
— **Théâtre : *Granit.***
— **Spectacles à Paris pour les fêtes.**
— **Films : *Tom Jones ; Tron.***

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Composition : PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Impression : Les Marchés de France

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Dans notre courrier

Un patron écrit à Arlette Laguiller

Mademoiselle,

Suite à l'émission « Droit de réponse » de samedi dernier où vous avez pris part et où vous avez tapé sur les patrons comme d'habitude, sans connaître les graves difficultés qu'ils rencontrent et les nuits blanches qu'ils passent pour essayer de faire face à leurs problèmes qui s'accentuent de jour en jour et quoique cela ne vous regarde en aucune façon, je mets ma comptabilité à votre disposition et vous pourrez constater que tout le patronat n'est pas aussi « riche » et aussi « pourri » que vous le clamez partout.

Vous verrez que j'ai raclé tous les fonds de tiroirs et ceux de ma famille pour payer le salaire de mes employés et que j'ai dû vendre une partie de mes biens personnels pour faire face et ne pas déposer le bilan.

Venez voir les patrons chez eux, ils vous attendent. Comme cela vous pourrez enfin parler de la réalité, et de la VÉRITÉ.

Dans cette attente, recevez nos salutations distinguées.

Le P-DG B.S.

Monsieur,

Il est vrai que, par mes activités professionnelles et militantes, je suis mieux à même de connaître les graves difficultés que rencontrent quotidiennement les travailleurs et les travailleuses qui doivent vivre et faire vivre leur famille avec des salaires de 4 000, 5 000 francs par mois, quand ce n'est pas le SMIC. Effectivement, je rencontre plus de chômeurs — il y en a plus de deux millions en France — que de patrons en difficultés.

Ceci dit, je n'ignore pas qu'il y ait aujourd'hui des petits patrons dont les affaires ne vont pas bien. Eux aussi subissent, à leur façon, les effets de la crise. Car leurs revenus sont liés au pouvoir d'achat des travailleurs. Et ce pouvoir d'achat baisse. Mais ce ne sont pas les travailleurs qui sont responsables de cette situation. Ils ne sont pour rien dans la direction et dans l'organisation de cette économie capitaliste, que vous appelez peut-être libérale, qui va aujourd'hui si mal. Et, contrairement à ce que vous semblez penser, ce sont les grosses sociétés industrielles et financières, qui contrôlent l'économie et qui l'ont menée à la crise, qui « tapent » sur vous, bien plus que moi. Et ils s'abritent derrière vos difficultés pour pleurer misère, pour réclamer de nouveaux avantages, de nouvelles subventions. Oui, je pense qu'il serait édifiant d'ouvrir les livres de comptes, mais en premier ceux de la grande industrie et de la haute finance. On pourrait ainsi vérifier qu'ils s'enrichissent au détriment de la collectivité laborieuse et qu'ils préfèrent spéculer, plutôt que d'œuvrer à l'intérêt général.

Arlette LAGUILLER

A propos des élections prud'homales

Au rédacteur :

. **« Les Conseils de prud'hommes, un droit pour les travailleurs »**, dites-vous dans le dernier numéro. Je ne partage pas du tout votre point de vue.

Tout d'abord, ces Conseils prud'homaux ne sont pas des tribunaux. Ceux qui y siègent ne sont pas des juges, mais des conseillers. Leur mission principale, c'est la conciliation.

Comme il y a autant de conseillers patronaux que salariés, sans arrangement entre eux, il ne peut y avoir de décision prise, c'est la magouille ! Quand il y a affrontement entre ces deux parties, il est fait appel à un juge répartiteur qui, lui, décide et qui prononce des injonctions. En ces Conseils, comme à la Sécurité sociale, c'est le paritarisme tant décrié, encore accentué ici par l'autorité arbitraire d'un juge !

Comment cautionner ces Conseils injustes, qui donnent autant de pouvoir à une poignée d'employeurs qu'à des millions de salariés ? C'est ici encore pire que la soi-disant « justice » bourgeoise qui, elle, rend une justice de classe, mais sans la présence, plus exactement la caution des exploités.

Ces Conseils font encore mieux dans le genre « piège à cons », puisque sont associés les exploités et leurs exploiteurs, les volés avec les voleurs ! Et tout ce beau monde rendrait la justice ? Et si, malgré tout, ils veulent des coupables... eh bien il y a les patrons et c'est tout !

« Il faut aller voter, malgré tout », dites-vous. Mais alors vous ne faites qu'entretenir l'illusion que, malgré tout, les travailleurs ont quelque chose de bon à attendre de cette parodie de justice, que le bulletin de vote peut améliorer leur sort, aussi illusoire que le loto.

L'ouvrier accusé est seul dans ces Conseils, isolé ; il ne représente rien pour les patrons alors que sa force, c'est parmi ses camarades de travail, et non dans un isoloir.

Non, la voie de la justice ce n'est pas ça. C'est dans la période présente, la lutte groupée, et non pas de servir de bras justicier à la bourgeoisie contre nous-mêmes.

Si j'avais lu votre article dans le reste de la presse je n'aurais pas été choqué. Mais que ce soit l'œuvre de révolutionnaires, ça ne passe pas.

Avec mes fraternelles salutations de révolutionnaire.

C.P. Audincourt - 25

Ce que notre lecteur nous dit des tribunaux de prud'hommes, on peut le dire de toute la législation sociale. Elle peut être un leurre et, pire, être retournée contre les travailleurs.

Mais les travailleurs les plus défavorisés, ceux qui sont isolés dans les petites entreprises par exemple, ne peuvent pas toujours recourir à la lutte de classe. Ils n'ont pas autour d'eux un nombre important de travailleurs, avec lesquels ils pourraient recourir à la lutte collective. Mais ils peuvent parfois utiliser la législation sociale, qui est elle-même bien souvent le produit des combats des travailleurs. Ce n'est certes pas le cas des tribunaux de prud'hommes, mais c'est le cas des lois qu'ils sont chargés de faire appliquer et qui, bien souvent, ont été durement et chèrement acquises.

Par leurs luttes, les travailleurs des grandes entreprises font avancer les choses, y compris pour les catégories les plus défavorisées de travailleurs, en obtenant la modification des lois sociales. Et l'employé de maison ou la vendeuse d'une petite boutique est parfois bien contente qu'un tribunal lui donne raison contre son patron.

Et se défendre, même devant un tribunal bourgeois, obliger les patrons à respecter leurs propres lois, ce n'est pas forcément tourner le dos à la lutte de classe.

Si nous disions que les tribunaux de prud'hommes suffisent et qu'il n'y a plus besoin de recourir à la lutte de classe, la lettre de notre correspondant serait pleinement justifiée. Mais il y a une différence entre changer la société, ce que les Prud'hommes ne peuvent accomplir, et faire respecter la dignité d'un travailleur isolé, ce qui peut parfois se faire devant un tribunal de prud'hommes.

Nous sommes des révolutionnaires, qui voulons changer la société. Mais nous sommes aussi partie prenante de tous les combats que mène la classe ouvrière, même si ce sont de petits combats.

Et ceux qui ne choisissent que les luttes décisives, risquent de ne pas participer à beaucoup de combats.

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 60 F

NOM : .....
.....
Prénom : .....
.....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
.....
.....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

EDITORIAL

1983, la crise...

aux bourgeois de trinquer, pas aux travailleurs

1983 sera pire que 1982 ! Voilà ce que les experts nous promettent pour la nouvelle année. Pas de reprise économique, mais au contraire une nouvelle augmentation du chômage, une baisse du pouvoir d'achat, une diminution de la production industrielle et une baisse importante des investissements ! La conclusion, les ministres l'ont vite trouvée : il faudra faire des efforts et des sacrifices. Ils n'ont pas eu besoin d'aller chercher bien loin, voilà des mois qu'ils nous tiennent le même langage.

Mais justement, ça fait des mois qu'on nous impose des sacrifices ; des mois que nos salaires prennent du retard, qu'on nous rogne notre pouvoir d'achat par tous les bouts : augmentation de la TVA, des cotisations sociales, diminution des prestations.

Et tout cela sous prétexte d'aider les entreprises à relancer la production, à investir, à créer des emplois.

Pendant quatre mois le gouvernement a bloqué tous les salaires, alors qu'il distribuait dérogations sur dérogations pour les prix. Depuis des mois, il est aux petits soins pour les patrons : dégrèvements d'impôts, allègement des charges sociales, prêts à taux réduits, subventions par dizaines de milliards.

Et quel est le résultat ? La production continue à reculer, les patrons investissent encore moins et licencient encore plus ! Non, les sacrifices qu'on nous a imposés n'ont rien changé à la crise. Les organismes officiels sont bien obligés de le reconnaître. Simplement notre part dans les richesses de ce pays a été réduite pour que la part des riches, des possédants, des exploiteurs soit plus grosse.

Mais ça ne leur suffit pas encore ! Ils en veulent toujours plus. Pas question pour eux de rogner sur leurs profits, encore moins sur leur niveau de vie.

Leur politique, c'est de rançonner toutes les catégories de la population laborieuse, de puiser à pleines mains dans l'argent public pour s'indemniser, eux, des effets de la crise.

Et ils ne se sont pas gênés, lors des assises de Villepinte, pour exiger l'austérité et la suppression de tous les droits pour les travailleurs, et pour revendiquer pour eux des dizaines de milliards de nouvelles subventions et toute liberté de décider des salaires, des prix et des licenciements.

Et depuis, on a vu les représentants du gouvernement, Delors, le ministre de l'Economie en tête et ensuite le président de la République lui-même s'empresser auprès de Gattaz, le patron des patrons, le recevoir, pour discuter de ses propositions. Ainsi le gouvernement donne ouvertement, publiquement, raison aux patrons. Et déjà, il voudrait faire aligner tout le pays sur leurs exigences. Delors a promis la semaine dernière un *« nouveau tour de vis »* si la reprise n'était pas au rendez-vous. Eh bien ! Si l'on en croit les experts, elle ne sera pas au rendez-vous. Et pour la nouvelle année, le gouvernement de gauche va avoir le culot de nous réclamer de nouveaux sacrifices.

Comme s'il suffisait de satisfaire les revendications des patrons pour conjurer la crise, pour que tout aille mieux !

Eh bien non, ça n'ira pas mieux. Parce que de toute façon les patrons n'y peuvent rien. Ils n'ont pas les moyens de maîtriser leur propre système économique. Et quand ils exigent toujours plus d'argent, ce n'est pas pour juguler la crise. Ils savent trop bien qu'ils n'y peuvent rien. Leur seul objectif se réduit à cette idée simple : que la population paie pour que leur profit demeure.

En guise d'étrennes, patrons et gouvernants nous offrent une année de sacrifices. Eh bien, puisqu'ils se proposent de faire notre fête, promettons de les faire trinquer !

Arlette LAGUILLER

Une logique désarmante

Le feuilleton des négociations Est-Ouest pour limiter la course aux armements continue. C'est Andropov, le nouveau secrétaire général du PC soviétique, qui a renvoyé la balle dans le camp occidental.

Dans un discours prononcé à l'occasion du soixantième anniversaire de la fondation de l'URSS, il a en effet déclaré que l'Union Soviétique était prête à réduire de plus de 25 % ses armements stratégiques si les Américains faisaient de même et a proposé de ramener le nombre des fusées nucléaires à moyenne portée dirigées vers l'Europe au nombre des missiles de même catégorie dont disposent la France et la Grande-Bretagne, c'est-à-dire environ 160.

Andropov, pas plus que les autres dirigeants russes, ne compte vraiment sur la bonne foi des occidentaux pour juger du niveau d'armement nécessaire à la défense de l'URSS. Et nul doute qu'il essaye de tromper l'opinion publique en faisant croire qu'un désarmement est possible. Mais il n'est pas le seul menteur dans ce poker entre grandes puissances. Les arguments avancés par le ministre français des Relations extérieures, Claude Cheysson, pour justifier le non catégorique aux propositions soviétiques sont plutôt hypocrites et bien peu convaincants.

Voyez-vous, la France est un pays à part. C'est un pays indépendant qui est complètement en dehors de la course aux armements que se livrent l'Est et l'Ouest. Pourtant, si la France ne fait pas partie de l'OTAN, on avait cru comprendre, à entendre les représentants français, qu'ils se faisaient une gloire d'être les alliés des Américains. Et s'ils disent être en bons termes avec Moscou, il n'empêche qu'ils discutent de l'efficacité des missiles français contre les missiles russes, jamais contre les missiles américains. Mieux même, le gouvernement français est pour l'introduction des fusées Pershing US en Allemagne, en Italie et ailleurs.

Et puis le gouvernement français a un deuxième argument de poids. Si les missiles français ne peuvent être comptabilisés dans les forces nucléaires en Europe, c'est parce qu'ils sont défensifs ! Vous avez déjà vu un pays dire qu'il développait ses armements pour l'offensive ? C'est toujours au nom de la défense du pays que l'on justifie la nécessité de s'armer.

Alors bien sûr, Cheysson est pour l'équilibre des forces en Europe. Seulement, il ne veut pas entendre parler d'un équilibre par un alignement de l'Union Soviétique sur les armes existant actuellement. Pour lui, l'alignement c'est de mettre autant de fusées Pershing qu'il y a de fusées en URSS. Et comme les Américains souhaitent le même équilibre, la course aux armements est loin d'être terminée.

En fait, tous ces hypocrites n'ont jamais eu l'intention de désarmer. Toute leur politique va dans le sens contraire. On prévoit d'ailleurs qu'aux USA le budget de la Défense atteindra le tiers du budget total en 1986. Cela représente des dizaines, des centaines de milliards qui serviront à subventionner les trusts. Tous les beaux discours sur le désarmement ne servent qu'à amuser la galerie !

Pierre CHAMBEY

MUNICIPALES

Gauche, droite ! Refusons de marcher

Les élections municipales sont depuis des semaines déjà la grande affaire à laquelle se consacrent les partis. C'est qu'elles représentent, bien sûr, des enjeux locaux non négligeables pour eux ; la campagne électorale est d'ores et déjà commencée à Paris par exemple. Mais les partis, tant de droite que de gauche, entendent aussi faire de ces élections un test politique à l'échelle nationale. Ce sont en effet les premières élections générales qui ont lieu depuis près de deux ans que la gauche est au gouvernement.

Les partis de droite, pour leur part, s'efforcent de faire oublier la politique qu'ils menaient lorsqu'ils étaient au gouvernement et espèrent profiter des mécontentements suscités par la politique du gouvernement de gauche. Ils voudraient pouvoir prétendre que la population, y compris la population laborieuse, n'aspire qu'à les voir revenir ! Un succès électoral de la droite rendrait probablement celle-ci encore plus hardie et arrogante.

Les partis de gauche prétendent avoir besoin d'un nouveau succès électoral pour affermir leurs positions face à la droite comme s'ils n'avaient pas déjà la présidence de la République et la majorité des deux tiers à l'Assemblée, comme si depuis un an et demi ils n'avaient pas déjà tous les moyens de gouverner. Les élections municipales ne leur donneront pas plus. Mais ils utilisent le chantage du retour de la droite pour faire taire les mécontentements et accepter l'austérité de « gauche ». Et s'ils obtenaient un nouveau succès électoral, ils s'en serviraient pour préparer avec plus d'assurance encore de nouvelles attaques contre la classe ouvrière en prétendant par-dessus le marché qu'elle est consentante !

C'est pourquoi les travailleurs ne peuvent pas et ne doivent pas accepter ce chantage. Non, il n'y a aucune raison de cautionner par un vote de la classe ouvrière la politique que mènent les dirigeants de la gauche depuis deux ans.

Partout où il n'y aura que le seul choix de voter pour des candidats qui se réclament de la droite ou pour des candidats qui se réclament du gouvernement, les travailleurs pourront s'abstenir ou voter blanc sans aucun remord. Bien sûr, il s'agit d'élections municipales qui concernent la gestion des villes et des communes, et pas celle du pays. Mais ces élections-ci sont et seront politiques. Au moins après le résultat du scrutin. Avant, chacun mettra peut-être l'accent sur leur caractère local. Mais après le résultat, ceux des deux grands partis de droite, comme ceux des deux grands partis de gauche qui auront rencontré un succès diront bien haut et bien fort que les électeurs leur ont donné raison. Les travailleurs ne peuvent donner raison ni à la droite, ni à la gauche gouvernementale. Et l'on ne peut même pas faire de différence entre le PC et le PS de ce point de vue, car les dirigeants du PC sont entièrement solidaires de la politique de Mauroy et de Mitterrand et leurs réserves ne vont pas jusqu'à entraîner le retrait de leur participation et de leur soutien au gouvernement.

Alors oui, dans ces élections municipales, partout où il n'y aura que le choix de voter pour les listes de droite, ou des listes qui soutiennent le gouvernement, les travailleurs devront s'abstenir ou voter blanc car quel que soit le résultat du vote, on s'en servira contre eux.

Lutte Ouvrière fera l'effort de présenter des listes dans un certain nombre de municipalités afin qu'au moins dans certaines villes les travailleurs puissent ne pas s'abstenir ou voter blanc et exprimer, en votant pour les candidats de Lutte Ouvrière, leur soutien aux idées de gauche, leur soutien à la cause des travailleurs mais, en même temps, leur opposition à la politique défendue aussi bien hier par les gouvernements de la droite qu'aujourd'hui par celui de la gauche.

Voter pour les candidats de Lutte Ouvrière, ce sera exprimer sa critique de ce gouvernement qui prétend parler au nom des travailleurs et qui contribue de tout son poids à les livrer pieds et poings liés à la bourgeoisie.

Mais Lutte Ouvrière ne pourra pas présenter des listes partout, loin de là. Des pourparlers sont en cours avec la Ligue Communiste Révolutionnaire afin de présenter des listes communes LO-LCR ; mais même si cet accord permet de doubler le nombre de villes où il y aura une liste d'extrême-gauche, ce ne sera de toute façon que dans quelques dizaines de communes sur les dizaines de milliers qui existent en France.

Et c'est pourquoi, pour les prochaines municipales, la position de Lutte Ouvrière est simple : votez pour les listes des candidats révolutionnaires, là où il y en aura de présentées et là où il n'y en aura pas, ne cautionnez pas les listes gouvernementales, abstenez-vous ou votez blanc !

PC-PS marché conclu

Ainsi mercredi 22 au soir, le PS et le PC ont signé un accord pour se présenter unis aux municipales. Le processus de négociations engagé depuis plusieurs mois a donc trouvé un aboutissement satisfaisant pour les directions des deux partis.

Il n'y aura, si l'accord est respecté, que dix primaires dans les villes de plus de 30 000 habitants, c'est-à-dire dix endroits où, au premier tour, le PS et le PC se présenteront en concurrence. Partout ailleurs, moyennant arrangements sur la répartition dans les listes mêmes — arrangements dont les principes sont définis dans l'accord — les deux partis se retrouveront ensemble dès le premier tour.

Le Parti Communiste qui avait annoncé quelques semaines auparavant qu'il serait satisfait s'il y avait moins de primaires qu'aux précédentes municipales de 1977 — et il y en avait alors 18 — peut respirer et faire bonne figure.

Le nombre de villes contrôlées par le PC qui risquent de passer aux mains du PS reste faible grâce à cet accord. Le PCF souhaitait s'affronter le moins possible au PS, les résultats risquant de confirmer la tendance relevée lors des dernières consultations électorales, à savoir l'érosion de son électorat au profit de celui du PS, ce qui aurait pu se traduire par la perte d'un plus grand nombre de positions que dans le cadre d'un accord préalable.

Quant au Parti Socialiste, il n'a pas poussé trop loin l'avantage électoral que les législatives et les présidentielles lui avaient apporté. Il n'était de toute façon pas certain que cet avantage se confirme au même niveau dans les municipales où les critères de choix ne sont pas forcément identiques aux autres élections, et où le remplacement d'une tête de liste sortante PC, par une tête de liste PS n'aurait pas garanti forcément partout une meilleure position pour la gauche.

D'autre part, et c'est là l'essentiel, le Parti Socialiste continue avec les municipales l'orientation prise depuis les débuts de l'Union de la gauche et confirmée avec l'association de ministres PCF au gouvernement.

En effet, le Parti Socialiste n'a pas à se plaindre jusque-là d'avoir laissé, bien que majoritaire à lui tout seul, quatre portefeuilles ministériels au PCF. Car il est largement payé en retour par la caution que lui donne le parti de Marchais en dépit de toutes les mesures antiouvrières du gouvernement. Il a donc des raisons de le ménager et au moins de lui sauver les apparences.

Dans le marchandage qui vient de se conclure, PC comme PS y retrouvent ainsi leur compte. L'un accepte de partager le discrédit du gouvernement et met tout son poids pour faire passer sa politique antiouvrière. L'autre accepte de ne pas convoiter quelques sièges de maires et de conseillers municipaux que le PCF détient et que le PS n'est pas sûr de conquérir, mais profite en retour de l'appui qu'il trouve pour neutraliser les travailleurs.

Louis GUILBERT

La campagne du PCF sur l'audiovisuel :

L'art de la diversion

Le PCF s'engage dans une grande campagne sur le thème « *Libérez l'information !* ». C'est certes à juste titre que le PCF relève de nombreux exemples de la façon partisane, anticommuniste, dont l'audiovisuel rapporte et commente l'actualité. On a pu le voir à propos de la filière bulgare, où parmi les multiples hypothèses sur les responsables de l'attentat contre le pape, radio et télévision se sont empressées de reprendre, et avec quelle prolixité, celle qui désignait, comme par hasard, les services secrets soviétiques comme coupables. De même, les médias n'ont pas hésité à se faire l'écho amplifié des assertions de la droite sur le fait que « *la CGT sabote la production* » sous prétexte de mouvements revendicatifs chez Citroën.

Question mauvaise foi et même anticommunisme, les grands moyens d'information n'ont guère changé depuis mai 1981. Mais ils n'ont pas empiré non plus. Pas de quoi, en tout cas, expliquer pourquoi le PCF a choisi aujourd'hui de démarrer sa campagne.

De quoi la direction du PCF veut-elle convaincre son public et ses militants ? Que le PC est toujours en situation de victime ? Mais que diable, n'est-il pas au gouvernement et Marchais ne déclarait-il pas que ce serait la meilleure situation pour changer la vie, gagner aux idées communistes et aux réalisations sociales un plus large public ?

Alors, cette campagne qu'il entame sur l'audiovisuel apparaît comme un moyen par lequel le PCF veut faire oublier qu'il est au gouvernement en se présentant comme l'éternelle victime. Il essaye de se démarquer du PS au gouvernement sans attaquer pour autant les Delors, Mauroy et Mitterrand. Une façon d'essayer de faire croire qu'il est de l'autre côté du manche, du côté de ceux qui prennent les coups. Quant à savoir si ça prendra, c'est une autre paire... de manches !

Lucienne PLAIN

Dieu que la guerre scolaire est jolie !

En tant que ministre de l'Education nationale, il fallait bien que Savary y aille de sa réforme pour ne pas faillir à la tradition. Et puis les socialistes avaient promis le « changement » et dans le « changement », l'éducation prenait une place considérable. On dénonçait les « lois scélérates » Debré et Guermeur, on parlait dans le Programme commun de « service public unique et laïque, dépendant du ministère de l'Education nationale », **et on affirmait que l'on progresserait vers l'égalité entre les Français par l'égalité dans l'enseignement.**

On est loin aujourd'hui des grandes professions de foi laïques, le traditionnel cheval de bataille de la gauche : « A école publique, fonds publics ; à école privée, fonds privés » **ou du projet de loi Defferre en 1966 qui proposait** « d'abroger les dispositions instituant une aide directe ou indirecte des finances publiques » **à de nombreux établissements privés.**

On irait même plutôt dans le sens contraire puisqu'il s'agit d'instaurer les conditions pour que l'enseignement privé soit financé de la même manière que le public. C'est là l'essentiel de « l'unification ». Comme le dit le projet de Savary, « la réduction sans heurt du dualisme dans le système d'enseignement français financé par l'Etat demandera l'effort de tous ». **Nos impôts apprécieront.**

Déjà l'enseignement libre reçoit 17 milliards de francs chaque année de l'Etat, la dotation donnée par la droite ayant même été réévaluée par la gauche.

Avec le nouveau système, la prise en charge par l'Etat et les collectivités locales serait quasi-totale.

Les contreparties exigées sont loin d'être draconiennes : l'intégration des établissement libres dans la carte scolaire ne changera en fait pas grand-chose. D'une part parce que la création d'établissements privés est déjà fonction de la demande et que les parents choisissent rarement des établissements géographiquement très éloignés. Quant au contrôle de la puissance publique sur les enseignants, il existe déjà lui aussi.

Pour l'instant, la réforme Savary en est au stade des « propositions » qui ne risquent pas de changer grand-chose sinon le montant des subventions destinées au privé.

Savary propose modestement une proposition à négocier et pourtant, à lire les gros titres de la presse de droite et les déclarations incendiaires de certains, on pourrait croire comme l'écrit Le Figaro **que c'est** « l'état de guerre scolaire », **que** « l'école libre est étranglée », **qu'il s'agit de** « la socialisation de l'école privée ». **La première réaction a été celle de la soutane : Mgr Lustiger parle de** « guerre interne qui blesserait à mort l'opinion française et aussi la conscience des croyants ».

Les représentants de l'école privée protestent eux aussi et ont déjà fait connaître leurs contre-propositions. Ils veulent évidemment se faire entendre pour en obtenir plus. D'autant que c'est Savary lui-même qui suggère qu'il pourrait encore reculer. Quant à la droite, tout lui est bon pour critiquer le gouvernement de gauche et la défense de l'école libre est un bon cheval de bataille... même si celle-ci n'est pas attaquée !

Robert PARIS

La réduction d'horaires, ça paye... pas pour les ouvriers mais pour les patrons

Avant les élections, le Parti Socialiste s'était engagé à réduire le temps de travail à 35 heures par semaine d'ici 1985. Mais après l'ordonnance sur les 39 heures, le gouvernement a jugé qu'on ne l'y prendrait plus. Pour faire avaler la pilule aux patrons, l'ordonnance ne prévoyait pas le maintien intégral du salaire. Mais comme les travailleurs ne se sont pas laissés faire, les patrons ont accusé le gouvernement de susciter l'agitation sociale !

Depuis, le gouvernement de gauche a renoncé à imposer la réduction du temps de travail par voie légale. Mais pour faire mine de ne pas oublier ses promesses, il vient de décider de faire un petit cadeau aux patrons qui voudraient bien d'eux-mêmes réduire le temps de travail. Ce sont les nouveaux contrats de solidarité. Pour en bénéficier, les entreprises doivent s'engager à atteindre les 35 heures à la fin de 1985 ou bien à baisser la durée hebdomadaire du travail de deux heures d'ici 1984. L'aide de l'Etat sera en 1983 de mille francs par salarié et par heure de réduction effective de la durée hebdomadaire du travail. Rien n'est précisé par contre sur le maintien des salaires.

En tout cas, l'Etat prévoit de donner ainsi 1,2 milliard de francs en 1983 aux patrons. A suivre pour les autres années... Evidemment, le contrat prévoit que l'entreprise s'engage à **« améliorer la situation de l'emploi ».** Ce genre de formule laisse libre cours à toutes les interprétations.

En tout cas, le PS s'était engagé avant les élections à ramener l'horaire de travail à 35 heures en 1985. Aujourd'hui qu'il est au gouvernement, il ne veut pas prendre le responsabilité de les imposer par la loi de peur de mécontenter les patrons s'il imposait le maintien du salaire.

De toute façon, quand on connaît le peu de succès des contrats de solidarité proposés jusqu'ici, dont les résultats sont loin d'être à la hauteur des sommes dépensées, on peut être sûr que ce ne sont pas ces nouveaux contrats qui nous amèneront les 35 heures. Mais ça sera toujours quelques sous de plus pour les patrons en perte de vitesse qui seraient amenés à réduire leurs horaires.

En tout cas, ce qui est clair, c'est que la loi sur les 35 heures c'est bien une promesse de plus aux oubliettes !

Claude CHARVET

Retraite à 60 ans :

Qui va payer ?

Ça y est, c'est parti ! Patrons et syndicats ont entamé les négociations sur les modalités de la retraite à 60 ans, mercredi 22 décembre. Après celles sur le déficit du l'UNEDIC, on va sans doute avoir droit au même cinéma : les patrons refusant de verser un sou de plus, les syndicats acceptant de revenir petit à petit sur ce qu'ils qualifiaient avant d'inacceptable.

C'est à partir d'avril 1983 que doit entrer en vigueur la retraite à 60 ans. Les salariés qui auront cotisé pendant 37,5 années pourront partir avec une pension égale à 50 % du salaire plafonné, comme c'est le cas pour la retraite à 65 ans. Seulement, à 65 ans, les caisses de retraites complémentaires versent un complément de 15 à 20 % aux retraités. Qui paiera ce complément de 60 à 65 ans ? Tel est le sujet des discussions qui se sont ouvertes.

Pour le CNPF, le problème est simple : soit l'Etat et les salariés financent, soit la réforme est payée par les retraités eux-mêmes, c'est-à-dire par une baisse des pensions.

Côté syndicats, on est beaucoup moins ferme et on préconise un effort à la fois des cotisants, du patronat, de l'Etat et des retraités. Une vaste solidarité ! Mais on sait bien qui sont les dindons de ce genre de solidarité.

Si les négociations n'aboutissent pas avant le 15 janvier, comme l'a demandé le gouvernement, un nouveau délai serait accordé jusqu'à fin janvier. Si aucun accord n'est alors intervenu, ce sera le gouvernement qui décidera. Et à voir comment il a décidé pour l'UNEDIC, ça ne présage rien de bon pour les travailleurs. Qu'ils soient salariés ou retraités, ils risquent bien de faire les frais de cette réforme qui fut un leitmotiv de toutes les manifestations de la gauche quand elle était dans l'opposition : la retraite à 60 ans !

Pierre CHAMBEY

Refoulement des étrangers :

Le gouvernement en accusation

Le GISTI (Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés) a décidé d'entamer un recours devant le Conseil d'Etat contre le texte du ministère de l'Intérieur précisant les conditions d'entrée des étrangers en France, le régime des expulsions, la réglementation du « maintien » des étrangers en instance de départ forcé.

Le GISTI explique que ces textes comportent des dispositions qui aggravent encore la situation des étrangers et de leurs proches. En particulier, leur formulation vague et ambiguë est susceptible de nombreuses interprétations. Ainsi par exemple, un étranger en ***« visite privée »*** *a l'obligation d'un certificat d'hébergement. Or ce certificat est délivré par le maire, qui peut le refuser,* ***« notamment s'il ressort de la teneur du certificat que l'étranger ne peut être hébergé dans des conditions normales ».*** *Voilà qui confère aux maires un pouvoir très étendu, et même arbitraire. Car comment décider ce qui est* ***« normal » ?*** *Au point que, comme le GISTI, on peut se demander* ***« si le gouvernement n'a pas voulu délibérément, quoique indirectement, se décharger sur les maires du soin de refuser aux étrangers le droit d'entrer sur le territoire français, même pour un court séjour ».***

Bien d'autres dispositions permettent de décourager et de refouler les étrangers.

Le GISTI fait remarquer entre autres que les dispositions progressistes que comportait le texte sont bloquées ; en effet l'appareil policier chargé de les appliquer est, lui, resté le même, Ainsi, écrit-il, ***« force est de constater, un an après son entrée en vigueur, que malheureusement, si l'application stricte des dispositions répressives s'est effectuée sans tarder, par contre la mise en place et l'exécution des dispositions protectrices des étrangers n'a guère avancé. On a même remarqué (...) qu'en ce qui concerne les pratiques policières aux frontières, la situation ne faisait qu'empirer ».***

Depuis le début de l'année, 46 000 personnes ont été refoulées ! A l'époque de la discussion de la loi, le gouvernement, par la voie de son ministre Nicole Questiaux, promettait une application libérale des textes. Mieux, elle s'écriait : ***« Je demande simplement que l'on nous juge à nos actes, car tout, dans ce texte, est question d'application ».***

Un an après, on peut voir ce qui compte, des grandes déclarations d'intention plus ou moins hypocrites des ministres, ou de l'application par un appareil d'Etat infecté de racisme et de xénophobie.

André CASTILLE

DANS LES ENTREPRISES

• PEUGEOT

Mi-temps, mi-paye et pleins profits pour le patron

La direction des usines Peugeot à Sochaux a annoncé le 20 décembre sa décision, pour l'année 1983, d'étendre à l'ensemble de son effectif, soit 31 000 personnes, la formule du travail à mi-temps.

Comme dans bien d'autres usines, des postes de travail à mi-temps existaient déjà dans l'entreprise. 149 travailleurs, pour l'essentiel des travailleurs handicapés hors-production, travaillaient déjà un jour sur deux ou une semaine sur deux avec un salaire de base amputé de moitié. Et depuis septembre 1981, la possibilité de travailler à mi-temps avait été offerte aux travailleurs en équipe moyennant une prime de 5 à 8.000 F. 153 personnes avaient « choisi » alors cette formule parmi lesquelles 142 femmes et 11 hommes, c'est-à-dire essentiellement des travailleuses qui, n'en pouvant plus de faire une double journée, pouvaient se contenter d'un demi-salaire... C'est dire que si la perspective de passer beaucoup moins de temps à l'usine est séduisante, l'amputation sévère des revenus qui l'accompagne interdit à la quasi-totalité des travailleurs d'opter pour le travail à mi-temps.

Le contrat que propose aujourd'hui la direction, cette fois à tous les travailleurs et pas seulement à ceux des équipes, n'a guère de chances de remporter plus de succès auprès des travailleurs : aucune compensation des heures perdues n'est bien sûr prévue et même les primes précédemment accordées sont supprimées. Quant à la garantie, pour le travailleur qui choisirait malgré tout de travailler à mi-temps, de retrouver un poste de travail à temps complet à l'issue du contrat, elle vaut ce que valent les paroles des patrons, c'est-à-dire pas grand-chose. Il est bien entendu que la production Peugeot ne dit en aucune façon souffrir de ce système. Peugeot s'assurera une même production en payant deux fois moins un certain nombre de travailleurs, et pourra procéder « en douceur » à des diminutions d'effectifs : 500 postes de fabrication devraient d'ailleurs être supprimés au cours de l'année. C'est dire combien cette mesure va dans le sens des intérêts de Peugeot comme l'a d'ailleurs dit clairement son chef du personnel en présentant le travail à mi-temps comme une mesure devant permettre *« de s'adapter à un marché de l'automobile aléatoire »*.

Mais cela n'empêche pas Peugeot d'avoir le culot de présenter ces nouveaux contrats comme autant de mesures favorables aux travailleurs.

• CITROËN

La direction fait des exemples et Auroux reconnaît les droits des patrons

A l'usine d'Aulnay, les travailleurs ont débrayé à nouveau à plusieurs reprises la semaine précédant Noël. Cela en solidarité avec l'un des leurs, licencié soi-disant après une bagarre.

Le nouveau directeur, récemment nommé, voudrait mater les travailleurs qui ne se laissent pas faire, en faisant un exemple. Et il ne peut que se sentir soutenu par le ministre du Travail, Auroux lui-même !

Certes la presse a souligné la semaine dernière ce qui, dans les déclarations du ministre, pouvait passer pour une condamnation des dirigeants de Citroën de *« leurs maladresses et de leurs impérities »*. Mais le plus important est presque passé inaperçu : c'est le feu vert donné par le ministère lui-même pour licencier un travailleur de Citroën-Levallois.

Il y a quelques semaines, en effet, la direction de Levallois licenciait un militant CGT lui aussi pour bagarre. Il aurait agressé son chef. En fait, celui-ci ne le lâchait pas d'une semelle, le poursuivant jusque dans les WC, le provoquant et le bousculant. Au point que l'inspecteur du travail de Levallois aurait refusé le licenciement.

C'est Auroux en personne qui a cassé la décision de l'inspecteur du travail, jugé « incompétent ». Il a autorisé le patron à licencier et donné ainsi raison à la direction.

Auroux a eu beau envelopper cette crasse à l'égard d'un travailleur de nobles discours sur les droits de travailleurs à l'entreprise et d'admonestations aux dirigeants de la firme, c'est une approbation non déguisée de la politique d'intimidation de la direction. Pas étonnant que Citroën se soit empressée de réitérer son mauvais coup à l'usine d'Aulnay, cette fois.

Mais là, pour l'instant elle est tombée sur un bec. Les travailleurs ne veulent pas laisser licencier leur copain et ont compris qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour cela.

Aux dernières nouvelles, la direction a annulé le licenciement. La grève des OS, la solidarité des travailleurs a encore une fois payé.

• SNCF (Limoges)

Quand les staliniens veulent exorciser le gauchisme

Dans un tract intitulé *« Gauchisme, un mystère ? Non. Une stratégie antisyndicale ? Oui »*, au nom du syndicat CGT cheminots Limoges, des bureaucrates staliniens bon teint, comme leurs écrits permettent de s'en rendre compte, viennent de renouer avec une tradition du PCF qui s'était un peu estompée depuis la flambée d'après mai 68 et l'époque des prétendus « gauchistes Marcellin ». Que nos lecteurs en jugent : *« Comme la fluctuation des monnaies ou la domination de l'euro-dollar, le gauchisme s'entoure, pour atteindre ses objectifs, d'un voile ou d'un caractère de clandestinité. C'est ce voile que nous voudrions lever dans cette information pour découvrir ce qu'il cache...*

La multitude des groupes gauchistes tentent de se donner un caractère révolutionnaire face au réformisme. C'est une falsification de la réalité. Lorsque la bourgeoisie est tranquille, le gauchisme est en sommeil (de 1958 à 1966 par exemple, sans parler de l'occupation où leur attitude valut à certains d'entre eux le nom d'hitléro-trotskystes) ».

Dans leur zèle antigauchiste, les staliniens de Limoges manquent à ce point d'imagination qu'ils sont allés chercher des vieilles calomnies usées jusqu'à la corde, au point même que depuis une quinzaine d'années le PCF évitait de les resservir dans sa presse.

C'est dans la conclusion du tract que ses rédacteurs lèvent le voile sur... ce qui les motive :

« Le véritable combat syndical aujourd'hui doit s'engager en évitant deux écueils :

1) l'écueil du réformisme qui consiste à croire que le progrès social dépend essentiellement du pouvoir politique et n'aurait donc plus besoin ou moins besoin aujourd'hui de la mobilisation et de l'intervention des travailleurs.

2) l'écueil gauchiste qui consiste sans discernement et avec tactique à assimiler forces politiques de gauche et forces politiques de droite. Cette attitude ayant d'ailleurs en vérité comme objectif de déstabiliser le gouvernement actuel ».

Il s'agit bien là pour les dirigeants du PCF d'une façon de protéger ceux des militants de leur propre parti qui, n'arrivant pas à digérer la politique de l'actuel gouvernement, pourraient subir la contamination des « gauchistes ». Reste encore à prouver qu'avec de tels arguments, ils y parviendront.

Correspondant LO

OREGA-AUXONNE (Côte-d'Or)

• Deux ans après 49 licenciements

Cette entreprise, employant 900 travailleurs, avait, il y a deux ans, licencié 49 personnes pour motif économique.

La demande avait été refusée par l'inspection du travail puis acceptée en recours hiérarchique par Mattéoli, ministre du Travail de l'époque.

Face à cette décision, des travailleurs décidèrent de se défendre en justice.

Le tribunal administratif vient de déclarer le licenciement illégal... deux ans après. Il faut dire que si la société OREGA connaissait soi-disant des difficultés, le trust Thomson duquel elle est filiale à 100 %, lui, se porte bien, merci !

Alors, certes, le jugement du tribunal est une petite victoire bien que tardive. Il est vrai que lorsqu'il s'agit de respecter les lois en faveur des travailleurs, les tribunaux ne sont guère pressés !

Correspondant LO

Une réaction efficace

La semaine dernière, au 41/82 dans une équipe, la maîtrise a voulu modifier le quart d'heure d'arrêt de chaîne : le mettre à 8 h 30 au lieu de 9 h. Pour justifier cela, elle s'est appuyée sur une soi-disant consultation... dont personne n'a bien sûr entendu parler !

La réaction de nos camarades ne s'est pas fait attendre : quand la chaîne a été arrêtée à 8 h 30, nos camarades ont menacé de faire grève.

Le résultat a été immédiat et la pause remise à son heure habituelle le lendemain.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Renault-Cléon.*

Faut que ça roule !

Jeudi dernier, sur la portion aérienne entre Créteil et les Juilliotes, un train a perdu son essuie-glace ; et à ce moment-là, il pleuvait à torrents.

C'est une raison suffisante pour faire garer le train, penserez-vous.

Eh bien pas du tout ; parce qu'aux Juilliotes, la hiérarchie n'avait pas envie de se mouiller ce jour-là : ni le sous-chef ni l'inspecteur n'ont osé prendre la responsabilité de faire garer le train. *« Si tu ne repars pas en ligne, on te renvoie chez toi ! »*, s'est entendu dire le conducteur.

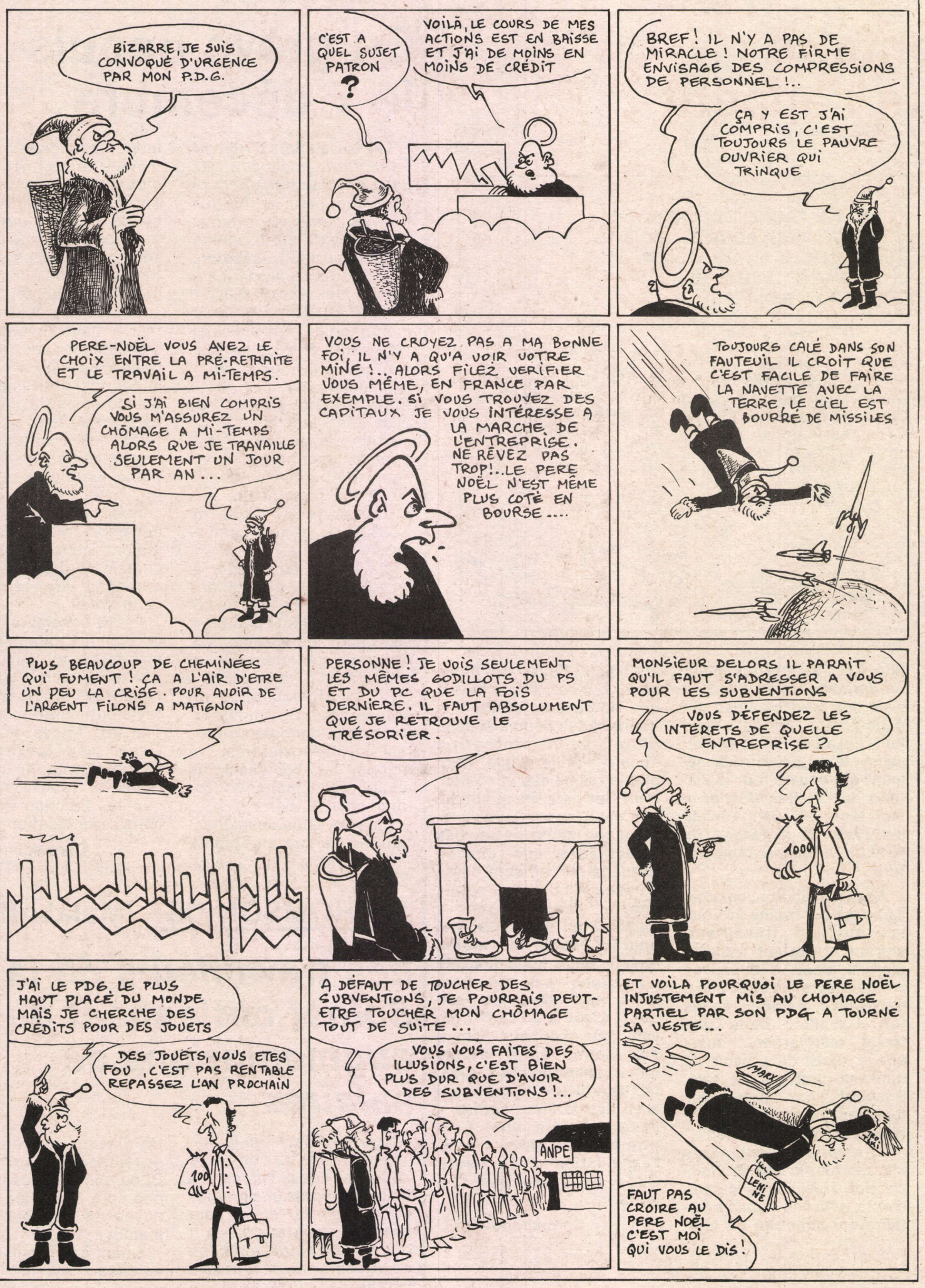
L'affaire est même allée jusqu'au chef de division !

Mais notre camarade a quand même refusé de repartir avec ce train.

La sécurité avant tout.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *RATP Réseau ferré.*

Une Conversion



Le petit Jésus nouveau est arrivé

C'est Noël : un nouveau directeur arrive le 24 décembre à l'usine.

On cherche des volontaires, dans l'encadrement, pour faire le bœuf et l'âne. Nous, nous sommes prêts pour le dernier acte... avec les clous.

Incroyable mais vrai

Noël : le temps des cadeaux. Nous n'y échapperons pas. Pour partir 66 minutes plus tôt vendredi, la normale ne récupère que 13 minutes par jour, c'est-à-dire 65 minutes.

La dernière minute, c'est le cadeau du patron.

Extraits du bulletin **Lutte Ouvrière** Citroën Saint-Ouen.

Produire... pour qui ?

Il y a en France 104 millions de pieds, dont la moitié seulement sont chaussés français. C'est le Parti Communiste qui les a comptés, pour démontrer qu'on pourrait « produire français ».

Mais il ne suffit pas de mettre un pied devant l'autre pour avancer. Tout dépend où on le met. Qu'on produise français ou pas, le problème est de savoir si on produit pour améliorer le sort des travailleurs, ou les profits des patrons.

Extrait du bulletin **Lutte Ouvrière** *Renault Saint-Jean de la Ruelle*

François, Jacques et les autres

Mitterrand aime paraît-il s'entourer de collaborateurs du RPR. Pas François, mais son frère Jacques, président de la SNIAS et pas de la République.

Le Canard enchaîné **du 22/12 *signale qu'il a choisi un certain nombre d'anciens des cabinets d'Yvon Bourges et de Joël Le Theule à des postes de direction.***

Le Monde **du 23/12 *rapporte, lui, des déclarations du Parti Socialiste de Haute-Garonne accusant la direction de l'entreprise de pratiquer des promotions sélectives et de faire bénéficier de*** *« promotions fulgurantes »* ***des militants du RPR, appartenant au*** *« bon syndicat »*, ***c'est-à-dire ni à la CGT, ni à la CFDT.***

Alors, alors, à quoi ça sert pour un militant socialiste d'avoir gagné les élections, si c'est toujours la même mafia et si, avec deux Mitterrand au lieu d'un aux commandes, plus ça va et plus c'est pareil !

Prévisions économiques pour 1983 :

L'avenir est derrière nous !

L'INSEE vient de rendre publiques ses prévisions pour le premier semestre de 1983.

En résumé cela donne ceci : aujourd'hui ce n'est pas gai ; demain attendez-vous à pire... L'institut national prévoit en effet : stagnation de la croissance, baisse du pouvoir d'achat, hausse du chômage... La production industrielle devrait continuer à baisser de l'ordre de 2 % l'an au premier semestre, l'inflation se maintenir au rythme de près de 10 % l'an et le pouvoir d'achat baisser de 1, 1 % au 1er semestre. Le seul point positif que relèvent les journaux serait une éventuelle diminution du déficit du commerce extérieur : la production et la consommation stagnant, les importations seraient réduites d'autant et l'on pourrait alors envisager un déficit qui ne serait « que » de 6 milliards par mois, à condition que le dollar baisse, que le prix du pétrole diminue...

Donc, y a d'la joie... ou plutôt, comme l'exprime l'INSEE dans son langage châtié, **« entre le risque d'une reprise de l'inflation, celui d'une persistance d'un déficit extérieur élevé et celui d'une récession, la voie que peut suivre l'économie française est à court terme très étroite ».** Ce qui permet de relativiser les cocoricos poussés par les journaux progouvernementaux à propos de la « baisse du chômage ». Pour « la première fois depuis 1974 », le nombre des chômeurs a diminué : 0,7 % en moins, soit environ 15 000 demandeurs d'emploi qui ont disparu des statistiques.

Pour autant, on ne peut certainement pas dire que **« la courbe du chômage est inversée ».** Il y a peut-être des demandeurs en moins mais guère d'emplois en plus.

En tout cas, de l'avis de l'INSEE, la baisse du chômage, si baisse il y a, aura été très limitée dans le temps, puisque cet organisme prévoit 2 150 000 chômeurs pour juin 1983. Et il poursuit : **« On devrait enregistrer une chute importante** (des investissements) **dans l'industrie au second semestre de cette année (-7 %) ».** Mais alors, où passent donc les milliards distribués à pleines brassées par le gouvernement ? On nous explique pourtant que les cadeaux accordés aux entreprises sont nécessaires pour développer les investissements. Boniment que tout cela : c'est l'officiel Institut de la Statistique qui le dit !

André CASTILLE

☐ OLIDA (Levallois)

De l'alimentaire à en perdre l'appétit

Olida, surtout en cette période de fêtes, c'est, pour nombre de personnes, les pâtés, les jambons, les boudins, etc. Mais vu du côté des travailleurs, Olida ne mérite guère d'étoiles.

A l'usine de Levallois, Olida ne raffine pas dans les conditions de travail : dans de nombreux secteurs, on travaille entassés, trop nombreux pour des locaux qui n'ont pas été agrandis depuis des années mais où l'outillage, les machines et la production ont augmenté de volume. Le matériel est souvent vétuste. Ainsi c'est la course aux chariots et aux « transpalettes » qui servent à transporter les bacs de centaines de kilos de viande, pour ne pas récupérer le dernier dont les roues oxydées ne tourneront pas, ou presque, et qu'on poussera à la force du poignet !

Il ne faut pas non plus avoir les narines sensibles, à Olida Levallois. Le fumage ne profite pas qu'aux jambons. L'évacuation des fumées depuis le fumoir est ainsi faite qu'on en respire jusque dans les toilettes et les passages environnants. Quant aux cuisines, où sont préparées d'immenses marmites de garniture de bouchées à la reine, de chair à saucisses ou de pâté, et à l'atelier où sont préparées les andouillettes, ils remplissent d'une odeur écœurante tout un bâtiment... Tout un atelier peut même être envahi d'un brouillard à couper au couteau. C'est ce qui s'est passé récemment lorsqu'a été « expérimentée » la cuisson de champignons chinois pour fourrer les pâtés...

Dans d'autres secteurs, telle la Salaison, c'est l'humidité. Là c'est pratiquement en permanence la buée, et avec des gouttes d'eau qui dégoulinent partout, qu'il faut travailler. Cela est dû au système de refroidissement qui couvre tout le plafond de l'atelier, destiné à maintenir en permanence les bacs de malaxage du jambon à basse température.

A la Congélation, par contre, c'est par moins 20° que les ouvriers travaillent, entrant et sortant toute la journée dans d'immenses congélateurs. La direction a tout prévu, paraît-il, et les fait travailler dans une tenue matelassée... mais elle a omis de prévoir de quoi se protéger la tête. Résultat : par moins 20° tous les jours, la peau du visage en prend un coup !

Et manifestement, Olida n'a pas plus d'égards vis-à-vis des travailleurs qu'elle n'en a pour les consommateurs qui achètent sa marchandise. Faute de place encore, c'est fréquemment que les bacs de viande stationnent des heures sous la pluie, sans protection aucune. Mais Olida rend quand même des êtres heureux : les cafards, qui pullulent dans les vestiaires à tel point que même les bombes insecticides que chacun possède ne suffisent pas à en venir à bout ; les souris ensuite, dans les bacs à jambon, qui sont il est vrai pourchassées au moins chaque mois, mais que cela n'empêche pas de faire leurs nids dans les jambons. C'est là qu'elles trouvent leur bonheur. Quant aux autres êtres vivants qu'on rencontre chez Olida, les travailleurs, la grève qui a eu lieu le mois dernier à l'usine montre que, pour nombre d'entre eux, l'exploitation à la sauce Olida ne passe pas toujours.

Correspondant LO

☐ CENTRAL TELEPHONIQUE (Aubervilliers)

Défaut de personnel

Au GCI (Grand Centre Interurbain) d'Aubervilliers, sur 230 personnes toutes catégories confondues, il manque 78 personnes, d'après les besoins évalués par la direction elle-même.

Aussi, pour assurer la continuité du service 7 h à 21 h du lundi au samedi, le chef de centre n'a pas trouvé mieux que de demander à tout le personnel technique réuni de trouver une solution.

Il proposait, lui, évidemment, aux employés de venir travailler en heures supplémentaires le samedi, et à certains techniciens de passer en brigade.

Face à cela, un débrayage a été décidé à la majorité du personnel mardi 21 décembre pour exiger la nomination immédiate des 8 techniciens qui manquent actuellement pour assurer les roulements minimum et la nomination des 78 personnes d'ici fin 1983.

Les problèmes ont été posés à la direction du réseau et le directeur du personnel a même dû s'expliquer un peu devant tous. On attend des réponses plus précises pour le 29 décembre. Et on est bien décidés à poursuivre l'action. Alors qu'il y a plus de deux millions de chômeurs, il est impensable de voir des services publics paralysés faute de personnel suffisant et de vouloir nous faire travailler en heures supplémentaires. Que les PTT embauchent !

Correspondant LO

☐ ALLIBERT (Grenoble)

En grève depuis le 7 décembre

Les travailleurs d'Allibert, entreprise employant 900 personnes au traitement du plastique pour la fabrication de meubles de salles de bain ou de jardin, sont en grève depuis le 7 décembre. Ils se battent pour le maintien de leur pouvoir d'achat en 1982 et 1983, pour l'augmentation de tous les salaires de 6 % et, pour les plus bas, pour une augmentation supplémentaire de 250 F. Actuellement, au bout de cinq ans d'ancienneté, un ouvrier gagne 3 300 F net primes comprises, et un agent de bureau au coefficient 185 pour quatre ans d'ancienneté touche 3 636 F net primes comprises.

Mais c'est aussi pour le respect de leur dignité face aux conditions de travail particulièrement pénibles, aux cadences élevées, aux brimades quotidiennes d'un encadrement de « choc » que les travailleurs, en grande majorité immigrés, ont pris le coup de colère : les injures racistes, le mépris, les licenciements abusifs sont monnaie courante chez Allibert.

Face au refus de la direction de prendre en compte leurs revendications, les travailleurs ont décidé d'occuper l'usine le 12 décembre. Des collectes de soutien ont été organisées à la porte d'autres entreprises grenobloises et des tracts de popularisation ont été diffusés un peu partout.

Depuis le début du conflit, la maîtrise tente quotidiennement des interventions « musclées » pour intimider les grévistes : commando de petits chefs pour dégager au fenwick les voitures des ouvriers garées devant les grilles, coups de poing, tentative pour rentrer en force dans l'usine, comme au matin du 15 décembre, où quatre grévistes ont été blessés. Le lendemain, le préfet de police ordonnait l'évacuation de l'entreprise.

Le 18 décembre, environ un millier de personnes manifestaient leur soutien aux travailleurs d'Allibert à l'appel des syndicats et protestaient contre l'intervention des forces de l'ordre. Quant aux grévistes, ils sont bien déterminés à continuer la lutte jusqu'à ce que la direction cède sur leurs revendications.

Correspondant LO

☐ THOMSON-CSF (Malakoff)

Les travailleurs de la Solnet obtiennent des augmentations de salaires

Les travailleurs de la Solnet, employés au nettoyage des locaux de la Thomson à Malakoff, après une journée et demie de grève, ont obtenu satisfaction sur leurs revendications de salaires : leur salaire horaire passe de 21,70 F à 22,40 F immédiatement, et à 22,70 F au 1er janvier.

C'est une gifle pour le patron de cette entreprise qui, la veille de la grève, refusait même de discuter de ces revendications avec les délégués.

Dans cette entreprise, les salaires dépassent à peine le SMIC. Comme, de plus, la majorité du personnel est employé à temps partiel, effectuant pour beaucoup un service de six heures par jour (entre 6 h et 9 h le matin et entre 17 h et 20 h le soir), voire moins, c'est dire que la paie n'est pas lourde !

Le patron ne se gêne pas par ailleurs pour conserver des contrats de travail de trois heures par jour à des travailleurs qui effectuent en réalité six ou huit heures. Et ce sont sur ces contrats que sont basés les congés payés et les congés de maladie.

Quant à la Thomson, bien entendu, cela ne la gêne pas de travailler avec des entreprises qui emploient des travailleurs dans de telles conditions.

Les employés de la Solnet avaient déjà mené une grève en avril dernier, à la suite de laquelle 90 % du personnel, en majorité Portugais et Africains, s'étaient syndiqués. Cette fois encore, du jour au lendemain, le patron s'est retrouvé face à 100 % de personnel gréviste.

Le patron a bien sûr commencé par affirmer que, s'il accordait de tels salaires, il ne pourrait pas garder le contrat avec la Thomson. Mais son petit chantage n'a impressionné personne. Il a dû rapidement céder, et payer en sus une journée de grève.

Correspondant LO

ALSTHOM-ATLANTIQUE (Saint-Nazaire)

Les quatre de la Navale licenciés... mais pas battus !

Samedi 18 décembre, les quatre ouvriers de la Navale qui étaient sous le coup d'une procédure de licenciement pour faute lourde ont reçu la lettre qui les jette à la rue sans préavis ni indemnités.

Tout le monde sait, à commencer par la direction que les quatre n'ont pas pris part à la casse lors de l'envahissement des locaux de la direction le 22 novembre. Mais qu'à cela ne tienne, il s'agit de licencier pour l'exemple quatre travailleurs combatifs, et le prétexte importe peu.

En licenciant les quatre de la Navale, la direction de l'Alsthom-Atlantique a voulu se venger. Se venger de tous les travailleurs qui se sont battus plusieurs mois pour lui imposer un recul sur les licenciements prévus à la Mécanique. Elle voudrait aussi intimider et faire taire à l'avenir tous ceux qui n'acceptent pas ses mauvais coups, ceux d'aujourd'hui et ceux de demain.

Car on a maintenant la preuve que les patrons préparent de nouveaux licenciements dans le cadre de la reprise de Dubigeon-Nantes par l'Alsthom. La direction de l'Alsthom-Atlantique à écrit noir sur blanc qu'un plan industriel devrait être mis en œuvre et que ce plan « exige que, pour une gestion efficace, les services administratifs et les bureaux d'études et de préparation du chantier de Nantes soient regroupés à Saint-Nazaire », **Ce plan, écrit la direction,** « devrait comporter une réduction des effectifs ».

Voilà en effet l'enjeu du licenciement des quatre : il s'agit pour les patrons d'essayer de préparer une nouvelle vague de licenciements, de nouvelles mesures anti-ouvrières.

En licenciant les quatre, les patrons ont-ils réussi leur coup ? Ils seraient bien imprudents de le penser. Car si la crainte des sanctions, alliée à la mollesse des organisations syndicales, ont pour l'instant limité la réaction à des débrayages de protestation, des centaines de travailleurs des Chantiers ont compris qu'ils n'avaient rien à attendre ni de la direction de l'entreprise nationalisée qu'est Alsthom-Atlantique, ni du gouvernement qui se lave les mains des licenciements, ni des dirigeants syndicaux qui ne sont pas prêts à organiser sérieusement la lutte.

Et surtout, à travers la lutte du « Comité de soutien aux quatre de la Navale », plusieurs dizaines de travailleurs ont vérifié que s'ils voulaient que des actions sérieuses soient entreprises, il fallait qu'ils s'organisent pour les faire eux-mêmes. Et ce sont ces liens tissés entre ces travailleurs des Chantiers d'une part, mais aussi entre les travailleurs des différentes entreprises de Saint-Nazaire qui participent au Comité, ce sont ces liens qui sont les plus sûrs garants de l'avenir.

Dans l'immédiat, les quatre vont contester leur licenciement devant les Prud'hommes et ils continuent à mobiliser l'opinion des travailleurs nazairiens pour exiger leur réintégration aux Chantiers.

Comme le disaient les quatre licenciés dans le tract qu'ils ont diffusé en début de semaine aux Chantiers : « Oui, nous sommes licenciés, mais nous ne sommes pas battus (...) et avec vous, nous montrerons à la direction que son arbitraire et ses coups d'aujourd'hui, elle devra les payer, et les payer très cher ».

Correspondant L.O.

Les syndicats unis pour noyer le poisson

Si dans la lutte contre leur licenciement, les quatre de la Navale ont trouvé l'appui actif de plusieurs dizaines de travailleurs des Chantiers, on ne peut pas dire qu'il en ait été de même du côté des organisations syndicales.

Le prétexte du licenciement des quatre, l'envahissement des locaux de la direction, s'est produit dans le cadre d'une action appelée par l'Intersyndicale pour le maintien aux Chantiers de 60 travailleurs de la Mécanique. C'est donc le droit même de refuser les licenciements que la direction remettait en cause en frappant les quatre.

Loin de répondre à cette provocation en préparant la riposte qui s'imposait, l'Intersyndicale — CGT, CFDT, FO — expliqua d'une seule voix qu'aucune action spécifique ne s'imposait, que les quatre rejoignaient les 30 de la Mécanique dans le cœur des syndicats, et que là, ils seraient défendus comme il convient.

Ce qui se traduisit par la quasi-disparition du problème des quatre, noyé dans des tartines syndicales copieuses et indigestes. L'Intersyndicale refusa de donner la parole aux quatre lors des débrayages organisés contre les licenciements, et même de porter à leur connaissance les rares passages de tracts qui les concernaient. Le sommet fut atteint quand certains syndicalistes s'opposèrent à ce que les travailleurs se rendent à la direction lors de l'entretien préalable au licenciement.

On le voit, les travailleurs mobilisés dans le Comité de soutien n'eurent pas à vaincre que la vindicte patronale...

Et si, après les interventions multiples du Comité, les organisations syndicales parlèrent un peu plus des « quatre de la Navale », il reste que de très nombreux travailleurs ont compris que les syndicats n'étaient pas plus prêts à défendre vraiment des travailleurs combatifs, mais souvent critiques vis-à-vis de leurs orientations, qu'ils ne sont prêts à organiser sérieusement la riposte à la politique anti-ouvrière des patrons et du gouvernement.

L'Alsthom-Atlantique donne l'exemple d'une politique anti-ouvrière avec la bénédiction du gouvernement

A l'occasion du conflit contre les licenciements à la Mécanique, les organisations syndicales se sont adressées à différents ministères.

Elles n'ont pas été pressées, c'est le moins qu'on puisse dire, pour rendre compte de ces entrevues. Et cela se comprend ! Car comment, en effet, expliquer aux travailleurs de Saint-Nazaire que les représentants de ce gouvernement, dont les dirigeants syndicaux disent qu'il « va dans le bon sens », aient sans ambiguïté soutenu... la direction de l'Alsthom ?

Dans une affichette, FO a tout de même rendu compte des entrevues en soulignant que les représentants des ministres avaient reconnu qu'ils auraient les moyens de s'opposer aux licenciements en cours... mais qu'il n'était pas question pour eux de remettre en cause **« l'autonomie de gestion »** des entreprises nationalisées !

Mais qu'on ne s'y trompe pas ; « l'autonomie » que le gouvernement accorde à l'Alsthom-Atlantique pour licencier à sa guise est à sens unique. Alsthom sait ne pas être autonome quand il s'agit de réclamer des commandes et d'imposer ses vues en ce qui concerne la restructuration de la Navale. Il trouve même une oreille complaisante dans les ministères.

En effet, la direction d'Alsthom-Atlantique a posé comme condition à la reprise du chantier Dubigeon à Nantes l'attribution de commandes militaires pour Dubigeon et la mise en œuvre d'un « plan industriel » qui prévoit une réduction des effectifs.

Le député socialiste et le citoyen

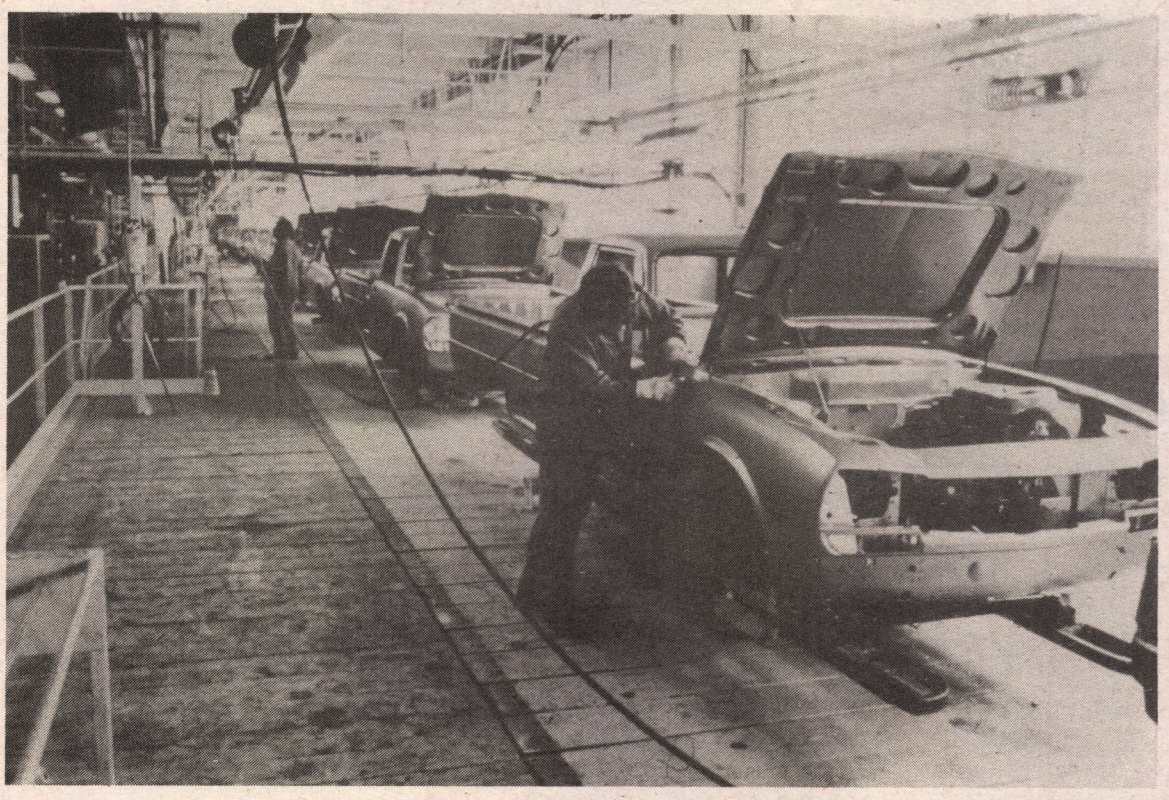
Le député socialiste de Saint-Nazaire, Evin, invité par les quatre à prendre publiquement position contre leur licenciement, leur a expliqué qu'il n'avait guère coutume de recevoir directement des citoyens, et qu'il préférait s'entretenir de leur cas avec les syndicats représentatifs.

Normal, ils ont plus de chances de trouver un langage commun...

DANS LES ENTREPRISES

• CHAUSSON-CREIL (Oise)

Le samedi, pas question



Ces derniers jours, les travailleurs de l'usine de Creil ont appris que la direction avait décidé de fermer l'usine les 3 et 4 janvier, mais qu'en échange, deux samedis devaient être travaillés.

Aussitôt ce fut le tollé général dans l'usine. La direction avait beau mettre en avant un inventaire qu'elle ne pouvait soi-disant pas faire à une autre date, personne n'en avait rien à faire.

Car l'annonce de deux samedis travaillés, tombe après un repos forcé en novembre avec une récupération le samedi, qui avait déjà fait grincer bien des dents. Et voilà qu'un mois après ça recommence.

Des assemblées de travailleurs, organisées dans l'usine aussitôt après, regroupaient plusieurs centaines de personnes. Le mot d'ordre unanime était : le samedi on reste à la maison. Et lors de ces assemblées organisées par la CFDT, le principe d'un débrayage de protestation d'une demi-heure fut décidé.

Ce que voulaient exprimer les travailleurs c'est qu'ils n'étaient pas à la disposition de la direction. Pour tous, la semaine de travail va du lundi au vendredi et pas plus. Lors de la grève de février, la direction avait dû garantir qu'il n'y aurait pas de modulation des horaires de travail selon les semaines. Et aujourd'hui, par la petite porte, c'est ce qu'elle met en application.

Finalement c'est en commun que la CGT et la CFDT ont appelé à ce débrayage. Il fut minoritaire et regroupa au total 250 personnes sur les deux équipes. Mais même minoritaire ce débrayage a entraîné l'arrêt de la majorité des chaînes. A signaler que la CGC avait appelé à accepter ces modifications d'horaires au nom des « sacrifices nécessaires ». Mais ce n'est pas ça qui a pu empêcher l'arrêt de la production. Comme quoi, 250 ouvriers sont plus déterminants que 300 chefs.

En tout cas dans l'usine, c'est à une très large majorité que tout le monde a décidé de se retrouver... au lit les jours de récupération.

Correspondant LO

• CRÉDIT LYONNAIS (Paris-Siège)

Pas de cadeau pour la Noël

Au siège de Paris du Crédit Lyonnais il existe, dans les sous-sols du grand immeuble, un service qui trie le courrier.

Ces employés (une soixantaine) travaillent en horaires décalés et pour cela touchent des primes compensatoires. Mardi dernier, c'était la distribution annuelle des points de fin d'année. Comme tous les ans la direction distribue selon son bon vouloir des points et des coefficients. Mais cette année au Central Courrier, les points ont diminué de moitié et les employés étaient fort en colère en apprenant les résultats. Alors ils ont décidé de partir, de débrayer. C'était une question de dignité. Plus de la moitié des présents abandonnaient circulaires et courrier à trier pour rentrer chez eux.

Il faut croire que ce mouvement a fait réfléchir la hiérarchie car, si le lendemain matin, devant les délégués, elle répondait qu'elle ne pouvait pas faire mieux, l'après-midi elle changeait d'avis en présence des employés. Il faut dire que ces derniers étaient entrés dans le bureau du chef pour lui dire ce qu'ils en pensaient...

Les questions fusaient : pourquoi nous n'avons pas eu de points ? Pourquoi la moitié moins que l'an passé ? Combien vous en mettez-vous de côté ? La hiérarchie expliquait qu'elle était obligée de faire des choix. Le chef de service déclarait que cela faisait onze ans qu'il n'avait pas bougé de coefficient et qu'il ne disait rien. Les grévistes auraient, eux aussi, bien aimé être bloqués au même salaire que lui.

Finalement il leur fut concédé 100 points supplémentaires, ce qui faisait 10 points (environ 100 F) pour les 10 autres employés.

La direction a dû sortir de sa hotte les points qu'elle gardait en réserve au cas où...

C'est vrai que c'était la veille de Noël !

• DASSAULT (Saint-Cloud)

La CGT perd des voix... et le CE

A Dassault-St-Cloud, la CGT, en subissant un recul important aux élections du Comité d'entreprise le 16 décembre dernier, vient du même coup d'en perdre la direction.

Il s'agit en quelque sorte là, d'un « échec historique » puisque cette organisation syndicale en assumait la gestion depuis sa création.

Sur les huit sièges à pourvoir, la CGT n'en conserve que deux, la CFDT et la CGC en obtenant chacune pour leur part trois.

La CGT ne considère pas ça comme une mince affaire, puisque la subvention accordée au Comité d'entreprise dans l'aéronautique représente 5 % de la masse salariale, soit par exemple pour St-Cloud un budget de 2,7 milliards de centimes pour 1982. De quoi embaucher précisément une trentaine de personnes en permanence et faire fonctionner nombre d'activités et quelques organismes ou entreprises « amis ».

Le recul électoral est important : – 7,67 % sur l'ensemble de l'usine, et une pointe de – 8,5 % dans le collège ouvriers/employés où la CFDT devient majoritaire. Il est à noter une sensible progression des abstentions au deuxième collège : – 4,70 % qui représente les voix perdues par la CGT. La CFDT devient la première organisation avec 35,11 %, suivie par la CGT (35 %) et par la CGC (29,90 %) qui augmente son audience de 5,1 % au troisième collège.

Il est peu probable que cet important mouvement de voix trouve son origine au seul plan de l'entreprise. Chaque syndicat s'est en effet contenté de rééditer une propagande électorale comparable à celle menée depuis des années dans ce type d'élection. La CGT revendiquant le patrimoine acquis, les réalisations, la compétence de ses militants, son rôle de gestionnaire efficace. La CFDT et la CGC dénonçant comme de coutume et chacune de leur côté l'omniprésence et la mainmise CGT/PC au CE, se prononçant également avec plus ou moins de conviction pour la redistribution de l'argent sous forme de primes ou aides diverses.

Par ailleurs, il ne s'agit pas non plus d'une quelconque sanction électorale consécutive à une grève locale puisqu'aucune lutte sérieuse, hormis les débrayages traditionnels, n'a eu lieu récemment.

Il s'agit sans doute là d'un « vote politique » qui confirme celui des Prud'hommes. C'est l'avis de nombreux travailleurs et militants de l'entreprise. Des inscriptions relevées sur les bulletins dépouillés « *Mauroy = Barre* », « *Merci pour les préretraités* » sont significatives d'un état d'esprit.

Un climat et un vote dont la CGT fait les frais.

Correspondant LO

• ALSTHOM-ATLANTIQUE (Belfort)

Un avertissement à la CGT aux élections de délégués du personnel

Le 16 décembre ont eu lieu à l'Alsthom-Belfort les élections de délégués du personnel. Pour leur préparation comme pour celle des Prud'homales, les syndicats (CGT, CFDT, FO et CGC) y ont investi beaucoup d'énergie : tracts et prises de parole n'ont pas manqué. Bien des travailleurs ont remarqué le contraste entre cette attitude et celle qu'ont eue les directions syndicales lors du blocage des salaires. Là, elles s'étaient montrées beaucoup plus discrètes et très mesurées.

Et depuis quelque temps, l'idée de donner un avertissement aux dirigeants syndicaux lors de ces élections était dans l'air. Des affichettes sont apparues appelant à voter nul ou à s'abstenir.

Les dirigeants syndicaux n'ont pas apprécié. Et ils ont dénoncé ceux qui partageaient ces idées, collaient ces affichettes en leur reprochant soit de « *cracher dans la soupe* » (CFDT), soit d'être des « *invisibles manipulés par le patron* » (CGT).

La veille des élections, ceux-ci purent voir « les invisibles » distribuer à toutes les portes un tract intitulé « *Abstention ou vote nul le 16/12* », et signé « *Des travailleurs mécontents* ».

Il appelait « *... tous les syndiqués, tous les militants syndicaux dévoués à la classe ouvrière et tous les travailleurs, à se préparer, à se serrer les coudes pour résister tous ensemble aux attaques du patronat et du gouvernement* ».

Il appelait à l'occasion des élections de DP « *à donner un avertissement aux dirigeants syndicaux, refusons de choisir entre l'un et l'autre* ».

Par rapport à 1981, 339 personnes supplémentaires se sont abstenues ou ont voté nul pour les deux collèges confondus avec un nombre d'électeurs inscrits comparable de l'ordre de 7 200 personnes. Le pourcentage des exprimés est ainsi passé de 65,3 % à 61 %. Il apparaît que ce sont surtout les électeurs CGT qui ont montré leur mécontentement.

C'est d'ailleurs ainsi que les dirigeants CGT ont interprété officiellement ces résultats le jour même.

Correspondant LO

ISRAËL

Soutien militaire aux dictatures d'Amérique latine

Les voyages d'officiels israéliens en Amérique latine se succèdent. Après la visite d'Ariel Sharon, le ministre de la Défense d'Israël au Honduras, celle du chef de l'armée de l'air israélienne, le général David, au Chili, c'est Yitzak Shamir, le ministre des Affaires étrangères, qui a rendu visite aux généraux de la junte militaire argentine avant de se rendre en Uruguay.

En Argentine, les conversations portaient sur la disparition, c'est-à-dire l'assassinat par l'armée ou les polices parallèles, d'un millier de Juifs argentins entre 1976 et 1979, pendant la **« sale guerre contre la subversion »**, comme l'a dit Shamir lui-même.

Mais en réalité, du sort des 300 000 Juifs argentins, le gouvernement israélien se soucie comme d'une guigne et ne s'est jamais départi d'un silence complice, alors même qu'ils sont en butte à l'antisémitisme de la junte au pouvoir.

C'est que l'Argentine est, après l'Afrique du Sud, le deuxième client d'Israël pour les ventes d'armes. Le commerce des armes a des raisons que l'antiracisme officiel de l'Etat d'Israël ne connaît pas. Quant au soutien militaire aux dictatures d'Amérique latine, il n'est pas nouveau. Depuis 1960, les USA ont laissé le champ libre aux travaillistes puis aux conservateurs du Likoud de revendre en sous-main du matériel américain.

Et comme la guerre du Liban a encore accru le déficit de l'Etat d'Israël, quoi de plus naturel que de faire du forcing sur la vente des engins de mort. L'accord signé la semaine passée au Honduras ne prévoyait-il pas en plus de la livraison d'avions de combat Kfir, **« l'envoi de matériel saisi à l'OLP pendant la guerre au Liban, mais en bon état »** ?

Gil LANNOU

Les bonnes affaires d'Israël au Liban

Un reportage télévisé présenté récemment par TF1, était très révélateur des bonnes affaires d'Israël au Liban.

L'invasion du Liban par les troupes israéliennes a eu comme conséquence de supprimer toute barrière douanière, Israël se comportant en pays conquis. Et le reportage montrait les files quasiment ininterrompues de camions israéliens pénétrant au Liban, chargés de produits agricoles qui, vendus à bas prix, inondent les marchés libanais et ruinent la population locale. Il en est de même pour le ciment dont les besoins sont importants pour la reconstruction de tout ce que l'armée israélienne a détruit elle-même, et certainement pour bien d'autres produits.

L'hebdomadaire *Jeune Afrique* du 22 décembre, citait pour sa part le cas d'un ministre israélien sans portefeuille, mais président de la commission ministérielle pour les affaires économiques, un certain Meridor, qui aurait trouvé le moyen de faire de l'argent avec le sort de réfugiés palestiniens du Liban. Ceux-ci se sont retrouvés en très grand nombre sans logement, leurs camps ayant été détruits, bombardés, rasés au bulldozer et ils se sont battus pour refuser les tentes, sous lesquelles les autorités israéliennes, libanaises et des Nations Unies entendaient les contraindre à passer l'hiver, déchirant et brûlant celles qu'on osait dresser au milieu des ruines.

Meridor a alors saisi l'occasion, en tant que propriétaire d'une des plus importantes sociétés immobilières israéliennes, de proposer des maisons de son cru. Celles-ci, en préfabriqué de 8 mètres sur 4, n'avaient pas reçu l'agrément des autorités israéliennes : leurs murs ne possèdent que 10 centimètres d'épaisseur alors que 22 centimètres sont exigés en Israël. Mais qu'à cela ne tienne, ce serait toujours assez bon pour les réfugiés palestiniens. Et bien sûr, il ne s'agit pas de cadeau : Meridor compte sur l'office de secours des Nations Unies pour qu'il lui en achète autant qu'il en voudra... à 10 000 dollars pièce !

Dans un Liban ravagé par les destructions, la désorganisation complète de son économie, la misère de centaines de milliers de réfugiés palestiniens, les oppresseurs israéliens qui portent l'entière responsabilité de cette situation trouvent donc encore le moyen de tirer du profit !

Roger PARIS

ARGENTINE

Manifestation contre la dictature militaire

Jeudi 16 décembre un impressionnante manifestation a eu lieu contre le régime militaire : 50 000 manifestants selon la police, trois fois plus selon les organisateurs. Cette « marche du peuple pour la démocratie et la reconstruction nationale » **était organisée par les cinq principaux partis d'opposition du pays (péronistes, radicaux, démocrates-chrétiens, progressistes et « intransigeants »), et soutenue par le Parti Communiste, les groupes d'extrême-gauche et les syndicats.**

Venant quelques jours après le succès de la grève générale, cette manifestation contre le régime, de loin la plus importante depuis le coup d'Etat de 1976 qui porta les militaires au pouvoir, montre le discrédit de la junte militaire. La violence de la répression — au cours de la manifestation, il y eut deux morts et des centaines de blessés — ne peut empêcher l'opposition à la dictature de s'exprimer toujours plus largement.

Avec le désastre des Malouines et la crise économique, aggravée encore par les milliards dépensés pour rééquiper son armée en Exocet et autres avions Dagger, le régime militaire paraît usé. Mais les objectifs des partis politiques qui appelaient à la manifestation sont singulièrement limités, puisqu'ils ne visent qu'à faire pression sur la junte afin qu'elle se retire du pouvoir un peu plus vite qu'elle ne prétend en avoir l'intention. Le général Bignone, président actuel, a en effet promis un retour au régime civil « en mars 1984 au plus tard ». **Et les partis d'opposition, eux, se contentent de demander... qu'on avance la date des élections à octobre 1983 ! Reste à savoir si la population argentine qui manifestait le 16 décembre fera preuve d'autant de patience que ceux qui disent parler en son nom.**

Jean HAINAUT

AFRIQUE DU SUD

Attentat contre la centrale nucléaire de Koeberg

La branche militaire de l'ANC (Congrès National Africain) a revendiqué l'attentat contre la centrale nucléaire de Koeberg en Afrique du Sud.

Entre samedi 18 et dimanche 19 décembre, des explosions se sont succédé en l'espace de douze heures, endommageant gravement les points névralgiques de la centrale. Cette centrale, construite par des entreprises françaises sous la direction de Framatome, a subi deux séries d'explosions : une qui a détruit le service de sécurité, l'autre qui a touché le niveau des deux réacteurs.

Cet attentat est le plus spectaculaire depuis l'incendie des usines Sasol en juin 1980. Il prouve que l'ANC est capable de frapper avec détermination les intérêts du régime raciste d'Afrique du Sud.

Cette opération, minutieusement préparée, car il n'était pas facile de poser des bombes dans la zone de « haute sécurité » des réacteurs, prouve que l'ANC dispose d'une capacité militaire certaine et probablement aussi de complicités parmi les travailleurs (les trois quarts des 4 500 employés de la centrale sont noirs). Quoi qu'il en soit, l'ANC vient de prouver que, malgré les coups qui lui sont portés par les commandos du gouvernement sud-africain, malgré les emprisonnements, les exécutions, les assassinats de militants, il est une force réelle dans le pays. Et le président de l'ANC, M. Olivier Tambo, qui assistait dans la capitale du Lesotho aux funérailles de trente membres de son mouvement tués lors du dernier raid militaire sud-africain, pouvait déclarer : **« Le régime fasciste de l'Apartheid torture nos enfants, les condamne à mort, les emprisonne à vie, les assassine lâchement... Mais il n'entamera pas la détermination du peuple sud-africain ».**

Stéphane HENIN

AFGHANISTAN

Une condamnation sans appel pour l'URSS

Il y a près de trois ans, l'armée soviétique intervenait en Afghanistan pour aider, disait-elle, le gouvernement à venir à bout d'une rebellion armée. Mais il est vite apparu que cette intervention qui n'osait pas dire son nom se faisait contre la population. Des informations, qui provenaient de journalistes ayant pu pénétrer dans le pays, faisaient état de bombardements, massacres et tortures de la population civile.

Le Tribunal permanent des peuples (ancien Tribunal Russel, qui a dénoncé les crimes de l'impérialisme au Vietnam et en Amérique latine) a siégé du 17 au 19 décembre à Paris et condamné l'URSS pour ses violations **« des droits fondamentaux du peuple et des individus en Afghanistan ».** Ce tribunal, dans lequel siègent des juristes de plusieurs pays, s'appuyant sur de nombreuses dépositions de médecins, de juristes, de témoignages d'Afghans, a dénoncé le fait que les opérations de l'armée russe affectent de plus en plus les populations civiles. Des hôpitaux, des villages ont été bombardés, le bétail détruit, ce qui a entraîné un exode important dans certaines régions. Une jeune étudiante en médecine est venue témoigner des sévices qu'elle avait subis au siège central de la police secrète de Kaboul : sauvagement torturée par six policières, contrainte à rester debout pendant quinze jours et quinze nuits, soumise aux électrochocs.

« Pareille agression est incompatible avec l'idée et avec le prestige même du socialisme » a déclaré le Tribunal. Mais les Brejnev ou Andropov n'ont rien à voir avec le socialisme. Ils ne donnent à voir que le visage hideux du stalinisme. **Pierre CHAMBEY**

MAROC Sanglante répression

Des nouvelles sont parvenues sur les grèves lycéennes et les affrontements violents qui se sont produits au début du mois au Maroc.

Selon des informations parues dans les journaux *L'Humanité* et *Libération,* il apparaît que le lundi 6 décembre, les élèves du lycée technique d'Oujda étaient en grève pour réclamer l'amélioration de leurs conditions matérielles. A 15 heures, les forces de l'ordre bloquaient toutes les issues et prenaient d'assaut le lycée. Selon plusieurs témoignages, il y a eu plusieurs morts dans la cour même du lycée suite aux matraquages. Le lendemain, c'est au campus universitaire que se sont ruées les brigades anti-émeute : là encore, de quatre à sept morts, des centaines de blessés et d'arrestations. Dès ce jour, la grève s'est étendue à presque tous les établissements scolaires de la ville, malgré les interventions répétées des policiers et, pendant trois jours, les élèves tenteront de se regrouper dans la rue en criant : « L'union fait la force » ou « Le Maroc est foutu ». On apprenait également que des mouvements de grève avaient touché des lycées d'autres villes.

Dans le pays même, aucune information n'a filtré, le pouvoir sachant bien qu'un peu partout la situation est tendue. On pourrait par contre s'étonner que les moyens d'information français ne se soient pas fait l'écho de ces massacres. Eux, si volontiers à l'affût des atteintes aux libertés dans les pays du bloc soviétique, se sont montrés là d'une exemplaire discrétion. Un mutisme à l'image bien sûr de celui du gouvernement français : le Maroc a de nombreux liens avec la France : la police, l'armée reçoivent équipement et souvent entraînement de leurs homologues français. Des manœuvres conjointes de troupes marocaines et françaises avaient d'ailleurs eu lieu il y a à peine quelques semaines. C'est bien assez pour que le pouvoir français, même paré d'une étiquette de gauche, garde le silence sur ce qui se passe dans son ancienne colonie.

André CASTILLE

ROUMANIE Un discours qui ne fait pas le poids

Dans son discours de clôture de la conférence nationale du parti, le chef de l'Etat roumain, Nicolas Ceaucescu, a affirmé que la consommation de viande et de poisson des Roumains a été en 1982 de 70 kilos par habitant, **« ce qui correspond à une alimentation rationnelle ».** Il a même tenu à préciser que **« le taux de calories par habitant est de 20 % supérieur aux normes fixées par les organisations internationales ».** Des déclarations dans le droit fil de celles de septembre dernier où il affirmait que les Roumains mangeaient trop de viande, et où il vantait les mérites de la diététique.

Peut-être que lui-même et tous ceux qui gravitent autour de son régime despotique se sentent concernés par ces conseils, mais la population a dû apprécier ce discours à sa juste réalité : elle qui voit la situation se dégrader de jour en jour, qui passe des heures, quand ce n'est pas des nuits, à faire la queue dans l'attente d'un arrivage de marchandises hypothétique. Voilà longtemps qu'elle doit se passer de beurre et de café, que des charcuteries et boucheries sont désespérément vides. Quand on y trouve quelque chose à acheter, c'est plus souvent des queues de cochon et des pattes de poulet que du jambon et des poulets, qui sont des marchandises réservées à l'exportation ou aux privilégiés du régime.

Depuis quelques années, les émeutes devant les boutiques vides, l'accueil de Ceaucescu lui-même par des jets de pierres montrent combien cette population est convaincue par les discours du chef Ceaucescu et comme elle apprécie... sa cuisine.

M.A.

« *Commando Rock* » dans l'armée

L'armée espagnole innove. Et de quelle façon ! A l'initiative de l'ancien chef des services de presse du ministère de la Défense, Antonio Rodriguez Toquero, un groupe de rock, surnommé « Commando Rock », vient de se constituer.

Pour son premier concert, « Commando Rock » a remporté un franc succès devant un parterre enthousiasmé d'officiers supérieurs et de cadets de l'Académie militaire de Saragosse.

Cela dit, cette initiative n'a pas eu l'air de plaire à tout le monde en Espagne, en particulier au journal d'extrême-droite El Alcazar *qui stigmatise le monde du rock en tant* ***« qu'instrument conscient ou inconscient de l'anéantissement occidental ».*** El Alcazar *reproche entre autres à « Commando Rock » le manque de virilité de certaines de ses chansons, comme celle au titre évocateur intitulée :* ***La paix aussi donne des héros.***

Comme quoi, dans l'armée espagnole, il n'y a pas que des amateurs de rock. Il reste encore des fanatiques de ***« Cara al Sol »****, l'hymne franquiste, et qui se réservent la possibilité d'en rejouer un air au peuple espagnol.*

S.H.

• Des millions d'enfants condamnés à mourir : ce n'est pas une fatalité

Comme chaque année avant Noël, l'UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance) a rendu public son « rapport sur la situation des enfants du monde », **une situation qui, loin de s'améliorer, s'aggrave. La mortalité infantile, qui avait diminué entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et le début des années 1970, est de nouveau en augmentation. Selon ce rapport, le simple maintien des tendances actuelles jusqu'en l'an 2000** « provoquerait une augmentation effroyable du nombre des enfants sous-alimentés, qui atteindrait quelque 600 millions à 650 millions ». **Actuellement, 40 000 enfants meurent chaque jour de la malnutrition et des maladies infectieuses.**

Mais le plus révoltant est que cette évolution pourrait être enrayée à l'aide de mesures relativement simples. Les quelques chiffres donnés par l'UNICEF sont en tout cas révélateurs : « La quantité de céréales nécessaire pour combler le fossé en calories des pays en voie de développement sera approximativement de 30 millions de tonnes par an d'ici à la fin des années 1980. Ce chiffre représente moins de 2 % de la production mondiale actuelle... »

Si des millions, des dizaines de millions d'enfants meurent de faim et de maladies, ce n'est pas parce que la Terre est trop peuplée et que la production est insuffisante pour nourrir tous les hommes. Cette année, par exemple, la production de blé et de maïs atteint des chiffres records aux Etats-Unis. Mais les surplus ne serviront pas à lutter contre la malnutrition dans les pays pauvres. Tout simplement parce que tout ce qui est produit doit être vendu. Et qui ne peut acheter n'a pas le droit de manger. C'est la loi du système.

La responsabilité des pays impérialistes ne vient pas seulement de l'aide ridicule qu'ils apportent aux pays pauvres. Ils sont responsables de la faim dans le monde, parce qu'ils ont pillé et continuent de piller les richesses naturelles des pays du Tiers Monde. Responsables parce qu'ils ont orienté la production agricole de ces pays vers l'exportation aux dépens des productions vivrières.

L'époque où les hommes étaient impuissants devant les aléas de la nature est révolue depuis longtemps. Il ne manque ni le savoir, ni les capitaux, ni les terres, ni l'eau pour vaincre la faim. Il serait possible de faire disparaître la plupart des maladies qui sont responsables à elles seules de la mort de 5 millions d'enfants chaque année. Ce sera possible, oui, quand on aura débarrassé le monde de ce système aberrant, l'impérialisme.

Pierre CHAMBEY

• Pesticides interdits exportés vers le Tiers Monde

Des pesticides, interdits en Europe et en Amérique continuent d'être exportés vers les pays du Tiers Monde.

De grandes firmes américaines et européennes, comme Royal Dutch, Shell, Bayer, etc. vendent toujours des milliers de tonnes d'insecticides interdits. C'est ce qu'affirme l'association de défense des consommateurs « Pan Europe », mettant cette fois-ci en cause la firme suisse Giba-Geigy, qui exporte en Amérique latine un pesticide, le Galécron, susceptible de provoquer des cancers.

Cette firme avoue d'ailleurs cyniquement que des paysans du Tiers Monde ont été exposés à des taux d'insecticides dépassant largement le seuil de sécurité fixé par la firme elle-même. Celle-ci aurait également procédé en Egypte à des tests sur des volontaires, et six adolescents auraient été payés 20 F suisses environ pour rester dans un champ, sans protection, pendant qu'un avion pulvérisait du Galécron à une altitude de cinq mètres.

L'organisation « Pan Europe » souligne qu'il ne s'agit là que d'un exemple parmi bien d'autres.

L'utilisation de ces pesticides n'a même pas pour justification la protection et le développement des cultures vivrières, dans ces pays où la population souffre avant tout de malnutrition.

Car ils servent à protéger les grandes cultures, les seules qui soient industrialisées à grande échelle dans ces pays, les monocultures destinées à l'exportation, comme le thé, les bananes ou le coton.

Il s'agit donc seulement de protéger des produits d'exportation, pour le plus grand profit des trusts agro-alimentaires qui contrôlent les cultures, et par là même de protéger les profits des grandes firmes américaines ou européennes, parmi lesquelles les fabricants de produits chimiques.

Marie ANTONIN

• Le capitalisme fabrique le désert et la famine

Selon les estimations fournies par le programme des Nations Unies pour l'environnement et citées par *Le Monde* du 12-13 décembre, quelque 55 % du territoire africain sont aujourd'hui menacés par la désertification. Le désert et le déboisement progressent vers le nord (où ils affectent 100 000 hectares de terres par an), vers le sud (surtout dans le Sahel) et jusqu'en zone équatoriale. Avec, comme corollaire, une aggravation de la malnutrition.

Les raisons de cette désertification, données par le colloque, seraient : des communautés humaines plus nombreuses, un accroissement du cheptel et l'introduction de « cultures de rente » destinées à l'exportation (coton, tabac, riz, arachides), produites au détriment des cultures vivrières.

Car là est bien le problème. Des organismes occidentaux se penchent avec sollicitude sur les problèmes du Tiers Monde, dénoncent, appellent à l'aide. Mais la désertification — pour ne parler que de cela — n'est pas un processus « naturel ». C'est la rapacité des industries agro-alimentaires, commanditées par des capitalistes occidentaux, qui est en cause.

Pour réaliser des profits immédiats, elles épuisent la terre sans se soucier que, ce faisant, elles condamnent à la famine — et à la mort — des centaines, des milliers de personnes.

Annick MORIZET

Sélection télévision

Samedi 25 décembre

16 h 45. TF1. Alice au pays des merveilles. Pièce d'après le livre de Lewis Caroll : sous l'aspect d'un conte enfantin, une satire de la société du XIXe siècle en Angleterre.

21 h 35. TF1. Paris danse 1900. La France de l'époque du French cancan, avec une chorégraphie de Roland Petit.

22 h. A2. Le quatuor Basileus (1re partie). Film de Fabio Carpi. L'un des quatre musiciens du quatuor vient de mourir, les trois autres, qui ont atteint la cinquantaine, sont à deux doigts d'abandonner la musique lorsqu'ils font la connaissance d'un jeune virtuose. La 2e partie du film sera diffusée le 1er janvier à 21 h 35.

Dimanche 26 décembre

18 h 30. TF1. Les animaux du monde. Un cobra dévoré par un varan, des lions qui s'aiment, une baleine qui accouche et son baleineau qui tète...

20 h 35. TF1. La main au collet. Film d'Alfred Hitchcock avec Cary Grant et Grace Kelly. Un ancien cambrioleur se transforme lui-même en détective afin de prouver son innocence dans une histoire de vol de bijoux.

20 h 35. A2. Brigitte Bardot, telle quelle. La deuxième des trois émissions sur la vie et la carrière de l'actrice.

21 h 05. FR3. Le caméraman, film avec Buster Keaton. Les déboires d'un cinéaste amateur, et un grand éclat de rire avec l'homme qui ne sourit jamais.

22 h 15. TF1. Quinze ans de café-théâtre. Une émission reportage.

22 h 40. A2. Opéra-catastrophe. Même à l'opéra, il y a parfois des ratés, et ce n'est pas toujours triste !

22 h 40. FR3. Cinéma de minuit : cycle Vincente Minelli : Quinze jours ailleurs, avec Kirk Douglas. Un ancien acteur de cinéma sort de l'asile psychiatrique.

Lundi 27 décembre

20 h 35. A2. La dame de chez Maxim's. Comédie de Georges Feydeau. Un vaudeville avec force pantalonnades, mais aussi une satire féroce de la bourgeoisie française au siècle dernier.

20 h 35. FR3. Inspecteur la bavure. Film de Claude Zidi, avec Coluche et Gérard Depardieu. Une critique des bavures policières. Mais ça ne vole pas très haut.

22 h 05. TF1. Lord Jim. Film de Richard Brooks avec Peter o'Toole. Un officier de marine, qui s'est conduit lâchement, veut se racheter.

22 h 45. FR3. Musiclub. Bagatelle opéra comique d'Offenbach.

Mardi 28 décembre

20 h 35. TF1. La Traviata, opéra de Verdi, sur le thème de l'amour en butte aux conventions et à l'hypocrisie de la bonne société.

20 h 40. A2. La taverne de l'Irlandais, film de John Ford avec John Wayne. Une jeune Américaine d'un milieu puritain découvre un tout autre milieu...

21 h 10. FR3. King Kong. Une jeune actrice de cinéma aux prises avec un gorille géant. Un classique de l'épouvante et du rire.

Mercredi 29 décembre

20 h 35. TF1. Spécial Charles Trenet.

20 h 35. FR3. Le veneur noir. Téléfilm en deux parties. Les aventures d'un jeune aristocrate couvert de dettes.

22 h 40. TF1. Concert au musée Chagall. Le groupe vocal de France interprète des œuvres de Janequin, Palestrina, Britten, Schubert et Nunes.

Jeudi 30 décembre

17 h. TF1. Ni vu, ni connu, film avec Louis de Funès. Les bons tours d'un braconnier.

20 h 35. A2. La tulipe noire. Film avec Alain Delon. A la veille de la révolution française, un justicier masqué s'en prend aux nobles et aux fermiers généraux.

20 h 35. FR3. Le Veneur noir. Deuxième partie.

23 h 15. FR3. Banane flambée. Avec le guitariste John Mc Laughlin.

Vendredi 31 décembre

16 h 35. A2. Récré A2. Légendes indiennes du Canada. Des légendes indiennes avec d'authentiques Indiens.

20 h 55. FR3. Vera Cruz. Film avec Gary Cooper et Burt Lancaster. Une histoire d'aventuriers et de chargement d'or, en 1866 au Mexique.

21 h 40. A2. Le mystère du gala maudit... ou la fabuleuse aventure du Grand Orchestre du Splendid. L'occasion de revoir le spectacle du Grand Orchestre en question.

0 h 25. A2. Cycle Gary Cooper. La huitième femme de Barbe-bleue. Au moment d'épouser un milliardaire, une jeune femme découvre que celui-ci a déjà été marié sept fois.

LIVRES

« Le nom de la rose » d'Umberto Eco

C'est d'abord le récit d'une étonnante intrigue : un moine est mort, qui l'a tué ? Un roman policier donc, mais un policier dont l'action se déroule entièrement dans la très sainte enceinte d'une abbaye bénédictine, en l'an de grâce 1327 ! Et il relate sept jours d'enquête au rythme de la vie monacale, sept jours pendant lesquels les morts se succèdent un à un, chaque trépas semblant se conformer d'une façon inquiétante aux versets de *L'Apocalypse selon Saint-Jean.* Dans ce thriller, les seules armes de Sherlock Holmes en robe de moine assisté d'un docteur Watson, novice naïf mais prometteur, sont la réflexion, la déduction et la ruse. Et ce n'est qu'à l'aube du huitième jour que le lecteur apprend le pourquoi, le qui et le comment.

Mais à ce suspense d'une « série noire » hors-série, s'ajoutent d'autres attraits.

Umberto Eco, auteur italien, est en effet un spécialiste de l'histoire médiévale. Et *Le nom de la rose* est également un récit historique où sont brossés les grands traits de l'époque. Parallèlement à l'intrigue criminelle, s'affrontent les grandes forces politiques et philosophiques qui marquèrent la période : pouvoir de l'empereur Louis de Bavière opposé à celui du Pape Jean XXII ; éveil des idées nouvelles rationalistes face aux autorités religieuses ; revendications politiques et sociales qui s'expriment sous les voiles religieux des hérésies et tentatives de l'Eglise pour les récupérer ou les briser. La force de l'auteur est de réussir à fondre ces aspects au cœur même du roman. En fait, les aspirations contradictoires de ce siècle sont les véritables facteurs — on le découvre peu à peu — de l'intrigue.

L'auteur a déclaré lui-même avoir voulu s'amuser en écrivant ce grand roman. Et c'est vrai que l'humour est bien souvent de la partie, ne serait-ce que dans la peinture de son héros, ce moine qui démêle un à un les fils de l'intrigue. Ex-grand inquisiteur, trop amoureux de connaissances et de sciences, trop animé de tolérance envers toutes les hérésies et d'esprit critique envers l'Eglise, pour que le lecteur n'en vienne pas à soupçonner, sous la robe du moine, un agnostique sinon un athée convaincu !

Et si certaines discussions entre moines, à propos des multiples ordres religieux, hérésies et autres Eglises de l'époque, peuvent paraître un peu longues parfois, si les nombreuses citations latines (que l'on peut sauter, heureusement, sans dommage !) ponctuent le texte et lui donnent un caractère d'érudition un peu déroutant, ce roman propose quand même un voyage surprenant et passionnant au cœur d'une abbaye du XIVe siècle où la vie est loin d'être aussi sage qu'on pourrait le croire !

André CASTILLE

Le nom de la rose d'Umberto Eco. Ed. Grasset. 510 pages. 89 F.

« Pologne » de Bernard Guetta et Bruno Barbey

Bernard Guetta, le correspondant en Pologne du journal *Le Monde,* et Bruno Barbey, photographe, publient un luxueux livre illustré sur la Pologne.

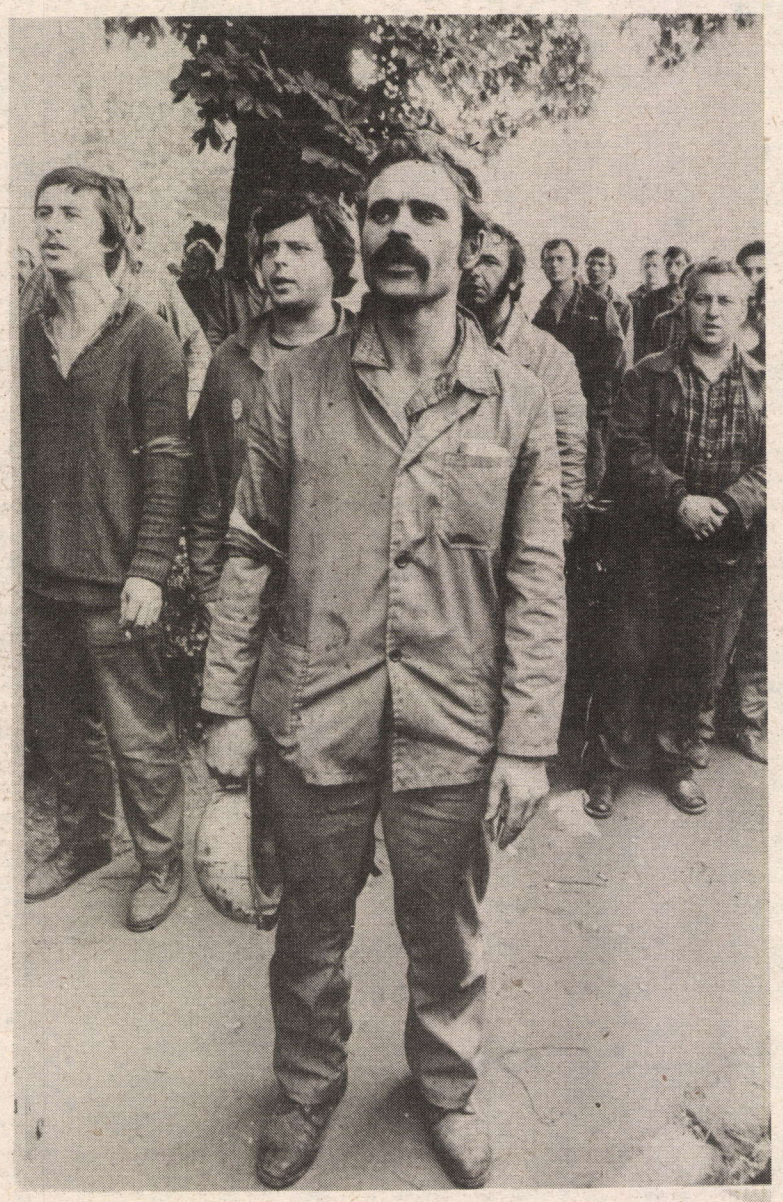
Les soixante pages de texte de Guetta sont un bref rappel de l'histoire de la Pologne depuis les multiples partages du pays entre l'Allemagne et la Russie jusqu'à son intégration à la zone d'influence soviétique, en 1945.

Sur les événements de ces deux dernières années, Bernard Guetta résume ses articles du *Monde* sur la grève des chantiers navals de Gdansk et la formation de Solidarité. Il fait une présentation claire et chaleureuse de ce qu'il appelle le « *fantastique ébranlement que furent les seize mois de Solidarité* ». Toutefois, le résumé ne vaut pas l'original et, en voulant résumer de façon vivante, il tombe parfois dans un style un peu trop journalistique.

Les photos qui forment l'essentiel de l'ouvrage sont belles mais malheureusement n'ont guère de rapport avec le texte et font plutôt ressembler le livre à un bel album touristique : presque pas de photos sur les grèves mais des paysages, des vieilles rues, un mariage paysan, des joueurs d'échecs, les coulisses d'un théâtre de Varsovie...

Un beau livre mais dont l'intérêt politique n'est pas proportionnel au prix élevé !

Jean HAINAUT



Meeting de grève, en août 1980, à Gdansk (AFP)

Pologne, *de B. Guetta et B. Barbey. Ed. Arthaud. 195 F.*

EXPOSITION

Affiches et imageries russes (1914-1921)

Dans une annexe du Musée de l'Armée, le Musée des deux Guerres et la Bibliothèque de Documentation Internationale et Contemporaine (BDIC) présentent actuellement une collection d'affiches russes et soviétiques couvrant la période de la guerre de 1914-1918 et les premières années du pouvoir soviétique jusqu'en 1921.

Les affiches présentées sont d'une grande variété : du dessin réaliste aux figures géométriques mises en faveur par Maïakowski. D'autres rappellent les images d'Epinal et sont parfois de véritables petites bandes dessinées éducatives. Certaines n'ont qu'un seul slogan, d'autres servent d'illustrations à un court article de presse, qui est quelquefois de la plume de Lénine ou de Trotsky.

La première salle est consacrée à la période de la guerre. Les affiches éditées sous le tsarisme invitent la population russe à souscrire à l'emprunt de guerre. Les unes et les autres vantent le matériel de guerre que l'emprunt permettra d'acheter, un emprunt *« patriotique et avantageux »*.

Mais surtout, l'exposition présente de nombreuses affiches soviétiques qui illustrent les difficultés auxquelles a dû faire face l'Etat ouvrier russe. De 1918 à 1921, 3 500 affiches différentes furent publiées. Leurs tirages atteignaient parfois cent mille et plus.

Une série d'affiches est sur le thème de la guerre civile. Elles se font l'écho des problèmes de ravitaillement des déserteurs, les différentes offensives militaires. Chaque fois, les textes sont très simples. Le retour de l'ennemi signifiera le retour de *« la croix, la vodka et le fouet à la place des terres et de la liberté », « Lénine et Trotsky sont nos cartes, essaie donc de les battre »*.

Malgré les difficultés multiples, l'humour ne perd pas sa place : ainsi cette affiche où l'on voit un travailleur portant un énorme obus, tel Obélix avec son menhir, avec la mention *« envoie donc cette petite valise sur le front du seigneur »*. Les affiches illustreront ensuite la reconstruction économique, la lutte pour l'hygiène, l'instruction (*« dis-moi quels sont les livres que tu lis, et je te dirai qui tu es »*), la santé, la famine. D'autres soulignent le caractère internationaliste du combat des bolchéviks et du prolétariat russe.

La variété des thèmes traités par les affiches de la période révolutionnaire montrent l'ampleur, l'élan et le souffle révolutionnaire qui animaient cette période. Et c'est ce qui fait le grand intérêt de cette exposition .

A noter que si l'entrée de l'exposition ne coûte pas très cher, le catalogue qui l'accompagne et qui pourrait sembler parfois nécessaire étant donné l'absence d'explications auprès des affiches elles-mêmes, coûte, lui, fort cher (40 F). Il n'est en fait pas indispensable et d'autant moins intéressant que le commentaire est entaché d'antibolchevisme.

Jacques FONTENOY

Musée de l'Armée, Hôtel des Invalides, métro Latour-Maubourg. Entrée : 12 F, en groupe : 6 F.

THEATRE

« Granit »

Cinq hommes, le Paperassier, le Matraqueur, le Lambin, le Musicien et le Cousin, hissent sans cesse et sans savoir pourquoi, des pierres sur une montagne. C'est l'occasion pour eux de s'interroger, de modifier leurs rapports, de refaire le monde... Ils ne savent pas pourquoi et les spectateurs ne le sauront pas non plus. Mais cela n'a aucune importance. L'essentiel est que dans ce monde complètement absurde et parfois déroutant, on retrouve sans cesse un monde bien quotidien, lui, mais passé à la moulinette d'un humour fortement corrosif.

Le tout est accompagné par une musique à la fois entraînante et originale. Car il s'agit aussi d'une sorte de comédie musicale loufoque et surréaliste, sans queue ni tête, mais qui a quand même beaucoup de choses à dire.

Une pièce internationaliste, jouée en français par une troupe hollandaise qui s'appelle « *Le chien mexicain* »...

A voir de toute urgence ! (dernière le 31 décembre), au Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette à Paris, tous les soirs à 20 h 30.

Alain MARQUET

SI VOUS ÊTES A PARIS PENDANT LES FÊTES, VOUS POURREZ VOIR AVEC PLAISIR...

...AU THÉÂTRE...

• ***Richard II*** *(les 25 et 31 décembre)* et ***La nuit des Rois*** *(les 26, 29 et 30 décembre). Deux pièces de Shakespeare interprétées brillamment par la troupe du Théâtre du Soleil. La première de ces pièces propose une peinture pittoresque de l'Angleterre à la veille de la Renaissance. La seconde relate une nuit bien mouvementée, pleine de passions et de rires !*

A la Cartoucherie de Vincennes. Tél. : 374.24.08.

• ***Les rustres,*** *de Goldoni. Avec toute une suite d'acteurs de talent : Michel Galabru, Rosy Varte, Christiane Minazzoli, Jean-Pierre Darras.... A Venise, au XVIII^e siècle, des bourgeois avares et bougons sont bernés par leurs épouses... Une comédie féministe avant la lettre !*

A l'Eldorado. Tél. : 208.45.42.

• ***Une journée particulière,*** *d'Ettore Scola, avec Nicole Courcel et Jacques Weber. La rencontre émouvante entre deux personnages en proie au désarroi dans l'Italie fasciste de l'année 1938.*

Au Théâtre de Paris. Tél. : 274.22.77. Les 26, 27, 28, 29 et 30 décembre.

...AU THÉÂTRE LYRIQUE...

• ***La tragédie de Carmen,*** *d'après l'œuvre de Mérimée et sur un arrangement de la musique de Georges Bizet, dans une mise en scène de Peter Brook.*

Au Théâtre des Bouffes du Nord. Tél. : 219.34.50. Jusqu'au 31 décembre.

• ***La Veuve Joyeuse,*** *de Franz Léhar. Une reprise enlevée d'une opérette à grand spectacle.*

Au Théâtre Musical de Paris (Châtelet). Tél. : 233.44.44.

• ***Carmen,*** *opéra de Georges Bizet, avec des artistes de premier plan, notamment Teresa Berganza dans le rôle de Carmen.*

A l'Opéra Comique. Tél. : 296.12.20.

...AU THÉÂTRE DE VARIÉTÉS...

• ***Superdupont ze show,*** *par le Grand Magic Circus, avec Alice Sapritch. Une adaptation sous forme de comédie musicale de la bande dessinée de Lob et Gotlib : « La fabuleuse saga du premier véritable super-héros 100 % français ! ».*

Au Théâtre de l'Odéon. Tél. : 325.70.32.

• ***Grand-Père Schlomo,*** *c'est Lionel Rocheman qui raconte avec humour, émotion et tendresse, des histoires traditionnelles et populaires juives.*

Au Théâtre La Bruyère. Tél. : 874.76.99. (jusqu'au 31 décembre).

• ***Bernard Haller,*** *dans le genre « saugrenumoristique ».*

A Bobino. Tél. : 322.74.84.

• ***Je m'égalomane à moi-même,*** *par Sol. Les élucubrations tragi-comiques d'un clown naïf.*

Au Théâtre de la Potinière. Tél. : 261.44.16.

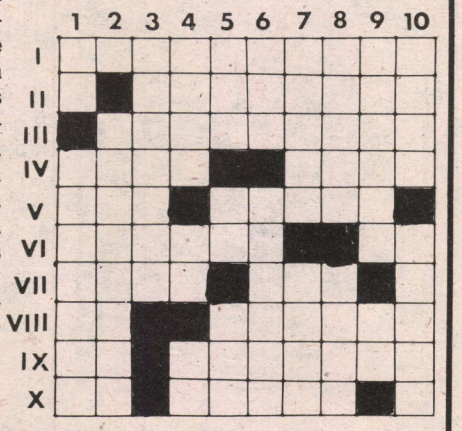
• ***Le cirque de Moscou sur glace.*** *Virtuosité et éblouissement.*

Au Palais des Sports. Tél. : 828.40.48.

Mots croisés

HORIZONTALEMENT. — I. Dans un sens et dans l'autre. II. Peut qualifier l'aurore. III. Qualité très lâche. IV. Fait la paire. Leur place est dans la chambre. V. Légumineuse. A trouvé sa place. VI. Peut être ferré. Symbole. VII. Bras breton. Au nord du Maroc. VIII. A moitié prêt. Mêmes mûres peuvent rester très vertes. IX. Saint-Omer le voit passer. Cherches la petite bête. X. Personnel. Peut être payant.

VERTICALEMENT. — 1. Forme d'avoir. Glissai. 2. Question de tête. 3. Le médecin et l'écolier ont chacun la leur. 4. Usées, elles peuvent encore servir. Fin d'infinitif. Agent de liaison. 5. Moitié d'Allemagne. Demi caïd. Au cœur de l'Afrique. 6. Lui manque la partie nécessaire pour « alunir ». Conduisait un char. 7. Poètes musiciens de jadis. Le prince du même nom inspira Borodine. 8. Protège quand elle est montée et blesse quand elle tombe. Amateurs de bons vins. 9. Indiquent les moyens de s'en sortir. Doublée. 10. Bonnes ou mauvaises, de toute façon, c'est des histoires ! Avec elle, on a le contact.



SOLUTION DU PROBLÈME PRÉCÉDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	L	E	I	T	M	O	T	I	V	■
II	A	P	P	E	N	D	I	C	E	S
III	M	O	S	T	■	■	R	E	D	■
IV	P	U	E	R	I	L	E	■	E	T
V	A	S	I	A	T	E	■	O	T	E
VI	D	E	T	E	R	G	E	N	T	S
VII	A	R	E	D	■	E	L	■	E	T
VIII	I	A	■	R	A	R	E	S	■	E
IX	R	I	S	E	E	■	V	O	I	R
X	E	T	E	■	F	R	A	I	S	A

FILMS

Sélection cinéma

dans les salles parisiennes

Films récents...

TELL ME.
de Lee Grant.

Deux vieillards, confrontés à la maladie et à la mort, voient renaître leur amour. Un film tout en douceur et en tendresse.

Forum cinéma 1er (vo). Studio Logos 5e (vo).

BRISBY ET LE SECRET DE NIMH.
dessin animé de Don Bluth.

L'histoire d'une maman souris courageuse. Un conte pour petits et grands.

Gaumont les Halles 1er. Gaumont Richelieu 2e. Quintette 5e (vo). Marignan 8e (vo et vf). Français 9e. Maxeville 9e. Athéna 12e. Mistral 14e. Montparnasse 14e. Convention 15e. Clichy Pathé 18e. Gambetta 20e.

E.T.
de Steven Spielberg.

Des jeunes enfants protègent un E.T. (Extra-Terrestre). Un film chaleureux et tendre plus qu'un film de science-fiction.

Gaumont Les Halles 1er (vo). Gaumont Richelieu 2e. UGC Opéra 2e. Danton 6e (vo). Hautefeuille 6e (vo). George V 8e (vo). Marignan 8e (vo). Normandie 8e. Paramount Mercury 8e. Lumière 9e. Paramount Opéra 9e. Nation 12e. UGC Gare de Lyon 12e. Fauvette 13e. Paramount Galaxie 13e. Gaumont Sud 14e. Montparnasse Pathé 14e. Sept Parnassiens 14e (vo). Bienvenue 15e. Convention 15e. Kinopanorama 15e (vo). 14 Juillet 15e (vo). Mayfair 16e (vo). Paramount Maillot 17e. Wepler 18e. Secretan 19e. Gambetta 20e.

CAMP DISCIPLINAIRE.
de Robert. J. Siegel.

L'histoire d'un camp disciplinaire où, pendant la guerre du Vietnam, l'armée américaine emprisonnait les déserteurs repris.

Rotonde 6e. Marbeuf 8e (vo).

L'OMBRE DE LA TERRE.
film tunisien de Taïeb Louhidi.

La dissolution d'une famille patriarcale aux confins du désert nord-africain.

Studio de la Harpe 5e (vo).

LA NUIT DE SAN LORENZO.
de P. et V. Taviani.

En août 1944, le drame vécu par la population d'un village de Toscane prise entre les armées américaines qui avancent et les armées allemandes qui refluent, ainsi que les fascistes.

UGC Opéra 2e. 14 Juillet 6e (vo). Racine 6e (vo). Biarritz 8e (vo). 14 Juillet 11e (vo). Montparnos 14e.

DE MAO A MOZART.
de Murray Lerner.

Le violoniste américain Isaac Stern en tournée en Chine. On est sous le charme de la musique et d'Isaac Stern tout le long du film.

Impérial 2e (vo). Hautefeuille 6e (vo). Pagode 7e (vo). Marignan 8e (vo). Sept Parnassiens 14e (vo).

UNE CHAMBRE EN VILLE
de J. Demy

La grève des chantiers de St-Nazaire en chansons, par l'auteur des **Parapluies de Cherbourg.**

Olympic Luxembourg 6e. Biarritz 8e.

VICTOR-VICTORIA.
de Blake Edwards.

Bousculant les préjugés, ridiculisant les machos et les super-vamps style hollywood, cette comédie musicale nous emmène avec brio dans le monde du music-hall.

Movies Les Halles 1er (vo). Impérial 2e. Saint Michel 5e (vo). Montparnasse 83 6e. Colisée 8e (vo). Saint-Lazare Pasquier 8e. George V 8e (vo). Marignan 8e (vo). Montparnos 14e. 14 Juillet 15e (vo).

YOL.
de Yilmaz Güney et Serif Gören.

A travers les voyages de cinq prisonniers bénéficiant d'une permission pour revoir leur famille, un visage de la Turquie d'aujourd'hui et de l'oppression qui pèse sur le peuple.

UGC-Opéra 2e. Danton 6e (vo). Biarritz 8e (vo). 14 Juillet 6e (vo).

LES MISÉRABLES.
de Robert Hossein.

Robert Hossein donne une nouvelle version de l'œuvre de Victor Hugo. Du grand spectacle et de très grands acteurs.

Rotonde 6e. Gaumont Ambassade 8e. Français 9e.

COMEDIE EROTIQUE D'UNE NUIT D'ETE.
de Woody Allen.

Shakespeare et Bergman revus par Woody Allen. Une parodie drôlatique.

Studio Alpha 5e (vo). Paramount Odéon 6e (vo). Publicis Elysées 8e (vo). Paramount Montparnasse 14e.

... et moins récents

LA GUERRE DU FEU.
de Jean-Jacques Annaud.

D'après le roman de Rosny Ainé, les hommes à l'aube de l'humanité.

Chatelet Victoria 1er. Le Lucernaire 6e.

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOUS.
avec Jack Nicholson.

Un simulateur sème la perturbation dans un asile de fous.

Arcade 2e.

LE TROUPEAU.
de Z. Okten et Yilmaz Güney.

Au travers de la vie d'une famille, les problèmes de la Turquie d'aujourd'hui.

14 Juillet Parnasse 6e (vo).

LES RAISINS DE LA COLÈRE.
de John Ford.

D'après le roman de John Steinbeck.

Exploitation et révolte des ouvriers agricoles dans l'Amérique des années 1930.

Studio Contrescarpe 5e (vo).

Un film peut dater de vingt ans (1963), se dérouler au XVIIIe siècle, et garder toute sa fraicheur. Avec *Tom Jones* on voit une Angleterre bien différente de celle de la reine Victoria, pas guindée ni bégueule : on y boit sec, on ripaille, on se bat, on fait l'amour. C'est enlevé et truculent d'un bout à l'autre.

Tom Jones est un bébé abandonné que découvre, en rentrant chez lui, un gentilhomme campagnard. Celui-ci décide de l'élever comme son propre fils, et ce n'est qu'à la fin qu'on découvre la parenté réelle du héros. Tom, devenu adulte, est généreux, brave, beau, il ne compte plus les succès féminins et les haines masculines. Bientôt les envieux parviennent à le faire chasser du château. Tom s'en va alors à Londres poursuivi par sa bien-aimée qui s'est enfuie de chez elle pour tenter de le rejoindre. Après de multiples et rocambolesques péripéties, toute finit, bien sûr, pour le mieux.

Tiré d'un roman de Fielding, écrivain anglais du XVIIIe siècle, le film vaut surtout par son rythme, son dynamisme, sa verve. C'est aussi une peinture de la société anglaise de ce temps-là, de sa petite noblesse campagnarde, aux mœurs libres, pas encore étouffée par le carcan de la morale bourgeoise qui s'abattra sur le pays un siècle plus tard. Richardson montre également, en passant, l'effroyable misère qui règnait à Londres où les pauvres, qui commençaient à être chassés des campagnes, venaient s'entasser, pendant que les riches aristocrates se livraient à de petites intrigues et à des cocufiages pour tromper leur oisiveté.

En définitive, un film excellent qu'on voit, ou revoit, avec plaisir.

Marianne LAMIRAL

Forum Cinéma 1er (vo). Quintette 5e (vo). Olympic Luxembourg 6e (vo). Olympic Balzac 8e (vo). Lumière 9e. 14 Juillet 11e (vo). Escurial 13e (vo). Montparnasse Pathé 14e. Olympic 14e (vo). 14 Juillet 15e (vo).

Même si vous n'êtes pas un fanatique des jeux vidéo qui ont remplacé pour une bonne part les flippers d'antan dans les cafés, vous n'avez sans doute pas résisté à l'envie de jeter un coup d'œil sur les écrans où s'animent de petits engins destructeurs sur fond de ciel étoilé. En grande partie, le film *Tron,* sorti des studios Walt Disney, est basé sur la même technique : des images entièrement artificielles créées de toute pièce par un ordinateur.

L'intrigue est assez sommaire : un passionné de jeux vidéo, très doué en informatique, Flynn, s'est fait subtiliser les fruits de son génie par le méchant Dillinger, P-DG d'un trust de communication, lui-même à deux doigts d'être dépassé par son propre programme. Avec l'aide d'un copain et de son amie qui travaillent dans la place, Flynn essaye de prouver l'imposture et le vol de Dillinger. Après une lutte pleine de péripéties dans ce monde artificiel, les bons finiront par l'emporter contre les méchants.

Mais la curiosité du film reste ces images irréelles de ce qui est censé se passer au centre de la machine. Elles sont obtenues par le couplage d'un éran vidéo (sorte d'écran de télévision) et d'un ordinateur. L'image vidéo est formée d'environ deux millions de points dont la couleur et l'intensité sont commandées par l'ordinateur. Chaque image est codée par une série de nombres qui sont eux-mêmes l'objet de calculs pour obtenir finalement le relief et le mouvement. Les personnages humains, filmés sur un fond noir, sont ensuite incorporés à l'image. Un travail qui est le fruit de la collaboration de dizaines d'opérateurs, d'animateurs d'effets spéciaux et d'informaticiens.

Le tout donne des images assez étonnantes sur un scénario somme toute banal.

Pierre CHAMBEY

OPEP :

les pays producteurs à la merci des fluctuations du marché

Réunis à Vienne, les membres de l'OPEP n'ont pu que constater leur dépendance des pays industrialisés.

La réunion des pays producteurs et exportateurs de pétrole (OPEP) s'est terminée sur un constat de désaccord. Les représentants des différents gouvernements se sont bien mis d'accord sur un chiffre de production globale nécessaire pour éviter de faire chuter les cours, mais ils ne se sont pas entendus lorsqu'il s'est agi de savoir quelle part allait revenir à chacun d'eux.

Le marché est de plus en plus réduit par la crise. La consommation des pays capitalistes a diminué de 5 % en 1982. Les compagnies ont diminué leurs stocks, et de nouveaux producteurs comme la Norvège, la Grande-Bretagne, le Mexique concurrencent l'OPEP. Cela a conduit la part de l'OPEP dans la production mondiale à passer de 46 % à 35 % de 1979 à 1982. S'il était possible aux pays de l'OPEP de se mettre d'accord au moment où le marché était en expansion il leur est aujourd'hui bien plus difficile sinon impossible, de le faire. Que ce soit la réduction des ventes ou la baisse des prix, cela pose de graves problèmes financiers à la plupart des pays qui constituent l'OPEP, et qui ne peuvent compter que sur la vente du pétrole pour financer leurs dépenses. Et devant la crise mondiale, les pays producteurs de pétrole du Tiers Monde sont désarmés.

Comme tous les pays dont l'économie est basée sur une monoproduction ils sont plus dépendants encore que les autres du marché mondial. Et s'ils ont pu profiter quelques années d'une hausse des prix, ils sont bien loin d'être les maîtres du marché et de dicter leurs lois aux pays industrialisés comme on a voulu le faire croire. C'est même l'inverse.

Ce sont les puissances impérialistes qui dominent le marché mondial et qui ont imposé à ces pays une économie atrophiée, entièrement tributaire de l'exploitation des ressources en pétrole de leur sol, seule production dont le développement intéressait les pays industriels.

Evidemment cela rend ces pays entièrement dépendants des fluctuations du marché, beaucoup plus dépendants que si leur production était un minimum diversifiée, et une simple diminution de la demande en pétrole les place dans des difficultés inextricables. Il y a bien sûr des différences de situation et l'Arabie Saoudite n'est pas exactement sur le même pied que le Nigéria.Mais il n'y a pas de différence fondamentale quant à la totale dépendance de l'économie de ces Etats par rapport aux puissances capitalistes industrielles. Le mythe selon lequel ces pays tenaient à leur merci les grandes puissances a fait long feu.

Robert PARIS

DILEMNES CAPITALISTES..

Certains commentateurs commencent à tirer la sonnette d'alarme quant à une baisse possible des prix du pétrole.

Le journal **Les Echos** *du 17 décembre par exemple expliquait que cela* ***« aggraverait la pénurie de capitaux »*** *sur le marché international, aggraverait les difficultés du Mexique au point que le* ***« système financier international serait encore un peu plus mis à mal »*** *; bref que si l'OPEP officialisait une baisse des cours* ***« le monde occidental aurait en priorité à préserver son système financier ».***

En somme après avoir dit que la crise était due à l'augmentation du prix du pétrole, on va sans doute nous expliquer demain que si elle s'aggrave c'est parce que les prix baissent. Comme quoi pétrole ou pas on est dans un système économique aberrant dont la crise n'est pas à rechercher ailleurs que dans ses propres contradictions.

P.N.

Budget américain

5 MX qui masquent la forêt des nouveaux armements

Cette année encore, on a eu droit à toute une mise en scène lors du vote du budget au Congrès américain. Députés et sénateurs ont chipoté, « *votera, votera pas* » pour finir par refuser le déblocage des fonds nécessaires à la fabrication des 5 missiles MX si chers au cœur de Reagan et... au portefeuille des contribuables américains.

Mais pendant que le Congrès amusait ainsi la galerie en prétendant restreindre également toutes les composantes du budget mis à l'heure de l'austérité, il votait cependant une augmentation de 6 % du budget militaire. Augmentation en chiffres réels, c'est-à-dire compte non tenu de l'inflation. Et dans cette somme colossale de 232 milliards de dollars votés pour la Défense, une petite part était encore faite aux fameux MX, 2,5 milliards attribués pour la recherche et l'expérimentation desdits engins. Un lot de consolation en quelque sorte.

Derrière la petite guéguerre politicienne entre Reagan et son opposition, les dirigeants américains sont bien d'accord sur le fond : l'austérité ce n'est pas pour les marchands de canons, mais pour la population. C'est d'un commun accord qu'ils ont renoncé aux 5,4 milliards de dollars prévus pour la création d'emplois publics. Cette somme devait permettre de créer quelques centaines de milliers d'emplois. Un luxe inutile dans un pays qui compte déjà 12 millions de chômeurs.

L'austérité cela veut dire un coup d'arrêt à toute mesure sociale, un budget conçu uniquement en fonction des besoins et des intérêts des trusts. Accessoirement aussi des élus américains qui ne se sont pas tout à fait oubliés : ils se sont voté une augmentation de salaire de 15 %.

C.B.

Allemagne fédérale :

Succès des sociaux-démocrates à Hambourg

Aux élections pour le Parlement de Hambourg, les sociaux-démocrates viennent de remporter une victoire puisqu'avec 51,3 % des voix, ils ont désormais la majorité à ce parlement régional. Le parti d'Helmut Kohl, l'actuel chancelier, obtient 38,6 % des voix, la liste Ecologie - Mouvement Alternatif 6,8 % et le Parti Libéral 2,6 %.

Le parti de Helmut Schmidt a donc récupéré les 10 % de voix qu'il avait perdues aux élections de juin dernier mais cette victoire pour spectaculaire qu'elle soit, n'a rien d'un miracle : le SPD est en train de faire une cure d'opposition depuis qu'il a perdu le pouvoir à Bonn après la rupture de la coalition entre les sociaux-démocrates et les libéraux. Et les résultats de Hambourg permettent de constater les effets bénéfiques de ce traitement !

Bien sûr, Hambourg est depuis toujours un fief social-démocrate et de surcroît pays natal de l'ex-chancelier Helmut Schmidt qui a participé à la campagne du candidat régional mettant tout son poids en sa faveur. Aussi ne faut-il pas voir un test politique valable à l'échelle de toute l'Allemagne dans le résultat de cette élection locale qui enregistre la remontée du SPD.

Elle montre tout juste qu'il est certainement plus facile de récolter les voix des électeurs lorsqu'on est dans l'opposition, libre de promettre monts et merveilles, que lorsqu'on est au gouvernement, attelé à la tâche de préserver les intérêts des capitalistes allemands sur le dos des travailleurs, comme le SPD a su le faire pendant 15 ans.

Marie ANTONIN

Chrysler

La direction contrainte de reculer

Les ouvriers américains de Chrysler viennent d'approuver un nouveau contrat de travail prévoyant, pour la première fois depuis deux ans, une augmentation de leurs salaires. En octobre dernier, les 46 000 travailleurs américains de la firme avaient refusé un contrat qui conditionnait leurs augmentations de salaires éventuelles aux bénéfices réalisés et que les dirigeants syndicaux de l'UAW les engageaient à accepter. (L'UAW prétendait que la direction ne pouvait accorder plus sans courir à la faillite). Mais les travailleurs américains qui avaient le choix entre voter la grève tout de suite ou attendre janvier pour de nouvelles négociations, ont préféré attendre janvier.

Or au Canada, les 9 600 ouvriers de Chrysler, à qui le même contrat était proposé, ont, eux, fait une grève de cinq semaines qui s'est terminée mi-décembre par l'obtention d'une augmentation immédiate d'un peu plus d'un dollar de l'heure. La direction a alors lâché une augmentation un peu moindre (74 cents) aux ouvriers des Etats-Unis.

Pendant toutes ces semaines l'UAW n'a, à aucun moment, cherché à favoriser une lutte d'ensemble des travailleurs de Chrysler. Aux Etats-Unis, ils n'ont pas fait la moindre tentative pour convaincre les travailleurs de soutenir leurs camarades canadiens. Bien au contraire, ils se sont employés à dénigrer la grève des ouvriers canadiens, arguant de la mise en chômage technique de 4 500 ouvriers pour prétendre que la grève lésait les intérêts des travailleurs aux USA. Et parallèlement, ils se sont efforcés de démoraliser les travailleurs canadiens en arguant de leur isolement.

Alors certes les travailleurs canadiens, même isolés, ont obtenu une augmentation, les travailleurs américains aussi, quoique moins importante que celle obtenue au Canada. Mais il ne fait pas de doute qu'ensemble, les travailleurs du groupe auraient pu obtenir des concessions bien plus avantageuses.

Et en tout cas, les concessions que les syndicats et derrière eux les travailleurs de Chrysler, ont consenties dans le passé, sont loin d'être rattrapées et les salaires horaires des ouvriers de ce groupe resteront malgré l'augmentation, en retard encore de deux dollars par rapport aux salaires de chez Ford ou de General Motors.

Mais les travailleurs ont fait la preuve qu'une lutte déterminée, quoi qu'en disent les syndicats et les patrons, était capable de faire reculer un géant de l'automobile comme Chrysler.

Laurence VINON

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 46-450.